

**ARCELOR-MITTAL, AUTOMOBILE :
TOUS ENSEMBLE CONTRE LES LICENCIEMENTS**

**UN PETIT GESTE POUR
LA PLANÈTE, RENVERSER
LE CAPITALISME**

RÉvolutionnaires

34 15 MAI 2025 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**L'armée israélienne
tue en masse,
les dirigeants
occidentaux
laissent faire**

« Nous avons décidé d'intensifier l'opération à Gaza », a affirmé Netanyahu le 5 mai. « L'opération inclut une attaque de grande envergure [et] le déplacement de la plupart de la population de la bande de Gaza », a renchéri le porte-parole de l'armée israélienne. Intensifier l'opération ? Faire pire que les 52 000 morts gazaouis, que la destruction de tout le bâti ? En s'efforçant d'expulser les deux millions de Gazaouis et en tuant tous ceux qu'ils n'auront pas réussi à expulser ?

À GAZA, C'EST L'HUMANITÉ QU'ON ASSASSINE

Sous les yeux du monde entier, on meurt à Gaza. Sous les bombes, mais aussi de faim. L'aide humanitaire est bloquée depuis plus de deux mois par les dirigeants israéliens, fiers d'utiliser l'arme de la faim contre la population. Il n'y a plus d'enfance, à Gaza. L'enfance, la jeunesse, ce sont des rêves, des projets d'avenir, toutes choses si profondément enracinées dans l'humanité qu'elles résistent à la misère. Elles n'ont pas résisté à Gaza. Les gosses, quand la vie ne leur a pas été ôtée par une bombe ou le tir d'un sniper, n'ont plus d'espérance, pas d'avenir : ils sont comme des vieillards, mais sans avoir vécu. Oui, à Gaza, c'est bien l'humanité qu'on assassine.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉvolutionnaires



POLITIQUE	p. 1 à 3	INTERNATIONAL	p. 4 à 6	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	CULTURE	p. 15
Editorial L'armée israélienne tue en masse, les dirigeants occidentaux laissent faire	Macron à la télé : ce n'est pas parce qu'on a rien à dire qu'il faut la fermer !	Palestine, Liban, Syrie, Yémen, la politique de gendarme d'Israël	Australie : victoire des travailleurs après les élections « les plus chiantes du monde »	UN PETIT GESTE POUR LA PLANÈTE, RENVERSE LE CAPITALISME !	Un 1 ^{er} mai combatif ! Rassemblement au siège d'ArcelorMittal	Xelito : les patrons se gavent avant de mettre la clef sous la porte !	Exposition · Livre · Films		
Kanaky : trois tours de Valls... et puis s'en va sous la pression des loyalistes !	La Meute, de Charlotte Bellaïche et Olivier Pérou : une campagne opportune pour la droite du PS !	Le PKK s'est dissous, mais la lutte pour les droits des Kurdes continue !	Ukraine : le cinéma des puissants	Le marxisme : un outil écologique	À la place de l'usine Stellantis de Poissy, un stade du PSG ?	Série · Podcasts			
Mayotte : le Conseil constitutionnel garanti de la xénophobie	Syrie : le pouvoir islamiste se raidit	Près de deux mois de lutte, où en est la mobilisation en Turquie	Trump ampute le budget de la santé aux Etats-Unis	Crise écologique : que dit la recherche scientifique ?	Fin des licenciements à Lubrizol, mais pas des menaces de la direction !	NPA JEUNES			
	Inde-Pakistan : saut dans l'inconnu, blackouts et odeur de mort	Espagne : la panne d'électricité du lundi 28 avril	Allemagne : la Chambre des horreurs	« Transition verte », « solutions technologiques », disent-ils. Surtout gros profits !	Succès de la grève cheminote, et maintenant ?	Refonte du SNU : éducoré ou vitaminé, on n'en veut pas !			
				« L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage ! »	Relaxe pour les cinq du 92 !	À Rouen, 40 jeunes migrants luttent pour leurs droits			
					Débrayage à la PIC de Lesquin	Une loi contre l'antisémitisme... qui facilite la répression des étudiants !			
					Informatique : non au licenciement d'Alexandre !	Wauquiez-Retailleau : qui sera le champion du racisme ?			
					Saint-Malo : le ras-le-bol des conducteurs de cars				

»» SUITE DE L'EDITORIAL

LA COMPLICITÉ DES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX

Les dirigeants européens ont éprouvé le besoin de réagir, verbalement : « Gaza est au bord de l'effondrement, du chaos et de la famine », a déclaré à l'Assemblée Jean-Noël Barrot, le ministre des Affaires étrangères. « Il est temps que l'Union européenne et l'ensemble de la communauté internationale se réveillent. Ce à quoi nous assistons est une honte absolue », affirme de son côté son homologue belge.

« Se réveiller » pour quoi faire ? Dire « c'est pas bien » et laisser Netanyahu déchainer le feu d'une armée suréquipée face à des populations affamées et sans défense ? Que faudrait-il pour que les dirigeants occidentaux dépassent les protestations verbales et cessent de fournir ses bombes à l'armée israélienne ?

LA RÉPRESSION, C'EST CONTRE CEUX QUI DÉNONCENT LA SITUATION À GAZA !

Ah, mais le gouvernement français n'est pas resté inactif ! À défaut de s'en prendre au gouvernement israélien, Retailleau, le ministre de l'Intérieur, s'en prend à ceux qui le dénoncent : sous prétexte de lutter contre l'antisémitisme, il prétend interdire le collectif Urgence Palestine, un des principaux organisateurs des manifestations de soutien aux populations de Gaza.

Lutter contre l'antisémitisme ? Mais alors, c'est Netanyahu qu'il faudrait arrêter ! Car, à cause de bourreaux comme lui, les véritables antiracistes, qui luttent contre toutes les formes de racisme, doivent batailler pour que tous ceux qu'indigne la politique du gouvernement israélien ne confondent pas, justement, Juifs et sionistes ! Où et quand a-t-on vu un Retailleau combattre le racisme ? En pourchassant les femmes voilées ? En cultivant l'islamophobie à coups de textes contre les migrants, en niant le droit du sol ? Le gouvernement, en reprenant les refrains mensongers de l'extrême droite, est un des premiers à alimenter le racisme ambiant. Et Retailleau voudrait nous donner des leçons d'antiracisme ?

IL FAUT QUE CESSE LE MASSACRE DES POPULATIONS PALESTINIENNES !

Le 15 mai, c'était l'anniversaire de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948. Cela fait 77 ans que les Palestiniens ont été chassés de leur terre par, déjà, les exactions de l'extrême droite sioniste. Depuis 77 ans, trois générations ont passé et ont grandi dans les camps, avant que le régime d'extrême droite israélien veuille désormais les exterminer ! Nous serons présents le 17 mai, notamment à Paris, dans les manifestations de solidarité avec la Palestine et contre la répression qui touche celles et ceux qui dénoncent le génocide en cours et la colonisation de l'État d'Israël.

Plus que jamais, il est indispensable que s'intensifient les manifestations contre le massacre en cours à Gaza !

• 13/05/2025

Kanaky : trois tours de Valls... et puis s'en va sous la pression des Loyalistes !

Le troisième séjour de Valls, ministre des Outre-mer, n'aura pas eu plus de succès que les deux précédents pour lui permettre de jouer à l'homme providentiel dans l'archipel calédonien. Aucune fumée blanche n'est sortie du « conclave » de Bourail, auquel ont participé, entre le 5 et 8 mai, des représentants du FLNKS (le principal front d'organisations indépendantistes) et ceux des Loyalistes farouchement anti-indépendantistes, dont la principale porte-parole, Sonia Backès, dirigeante de la province Sud et très bonne amie de Macron, Larcher, Darmanin et Retailleau, avait déclaré en juillet 2024 : « Au même titre que l'huile et l'eau ne se mélangent pas, je constate à regret que le monde kanak et le monde occidental ont, malgré plus de 170 années de vie commune, des antagonismes encore indépassables. »

Le projet de Valls, proposant à terme pour l'archipel « une souveraineté partagée » et « la possibilité d'une double nationalité », avec la possibilité de référendums « non binaires » (sous-entendu ne reposant pas directement la question de l'indépendance) et maintenant toutes les compétences régaliennes de l'État français, s'inscrivait dans la logique des accords de Nouméa (1988) et de Matignon (1998) : faire une place aux partis indépendantistes kanak, tout en assurant l'essentiel : le maintien du « Caillou » dans le giron de l'impérialisme français.

Valls espérait profiter aujourd'hui du fait que l'économie locale est au bord du gouffre pour imposer aux notables locaux les conditions de l'État français. Les dirigeants du

FLNKS y étaient prêts, mais c'en était trop pour Backès et consorts. Cette fraction des Caldoches d'extrême droite défend en fait la partition de l'archipel, avec une mainmise coloniale exclusive sur la province Sud autour de « Nouméa la Blanche », qui compte les territoires les plus riches et les zones les plus urbanisées. Valls, lâché par Macron, a dû repartir avec ses stylos : « Nous devons constater, avec franchise, qu'aucun accord n'a été conclu. » Mais il a laissé derrière lui 2 600 gendarmes, seize véhicules blindés et dix policiers du Raid.

À l'approche du premier anniversaire du soulèvement de la population kanak, notamment de sa jeunesse, le 13 mai 2024, contre le projet de refonte du corps électoral aujourd'hui abandonné, une bonne partie de l'archipel est de nouveau sous le coup des interdictions de toute manifestation. Et des dizaines de prisonniers politiques sont toujours déportés en métropole, dont Christian Tein, le leader de la CCAT qui avait coordonné les manifestations contre l'ordre colonial.

MARIE DAROUEN • 13/05/2025

NON À LA RÉPRESSION EN KANAKY !

Nous extrayons ici quelques lignes d'un rapport du Collectif solidarité Kanaky sur le « suivi de la situation des prisonniers kanak » qui fait état de la situation effroyable dans les prisons de Kanaky-Nouvelle Calédonie.

« De nombreux témoignages recueillis font état en mai (et après) de restrictions de nourriture, de traitements inhumains et dégradants, de violences physiques sur les détenus, d'actes de torture, par des personnels du service pénitentiaire, et d'accès aux soins inexistant. Selon différents témoignages de prisonniers, un jeune détenu kanak, originaire de Canala, serait mort en mai 2024 suite à des coups reçus par du personnel pénitentiaire sans secours apporté. »

 solidaritekanaky.fr/IMG/pdf/2025_-5_-10_-csk_rapport_deportes_campes.pdf



CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org



ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE
1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

Macron à la télé...

Ce n'est pas parce qu'on n'a rien à dire qu'il faut la fermer !

Il a certainement fallu des heures de préparation minutieuse entre les équipes de l'Élysée et de TF1 pour choisir les invités, leur ordre de passage, calculer les scénarios qui ont permis à Macron d'apparaître tour à tour comme un financier responsable face à Sophie Binet, comme presque de gauche face à celle qui lui a succédé, à savoir la lobbyiste ultra-libérale Agnès Verdier-Molinié, puis bien réac en allant systématiquement dans le même sens que le facho de service, Robert Ménard, le maire d'extrême droite de Béziers complaisamment affiché par TF1 comme « divers droite » : davantage de prisons, davantage de droits pour les flics municipaux, d'interdictions, de répression...

Après avoir versé une larme face à un médecin urgentiste faisant état de la détresse absolue des populations de Gaza, Macron a « condamné » le gouvernement israélien. Avec quelle conséquence pratique ? Mais aucune ! Puisque « *celui qui a le levier, c'est le Président Trump* ». Avec des « condamnations » aussi radicales, les Netanyahu du monde entier ont de beaux jours devant eux.

À une Sophie Binet qui lui réclamait de bien timides mesures contre les licenciements – les habituelles « solutions » de la CGT : moratoire sur les licenciements et non interdiction, nationalisations –, il a brandi des chiffres bidonnés sur les « millions » d'emplois qu'aurait créés sa politique « de l'offre ».

MAYOTTE : LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL GARANT DE LA XÉNOPHOBIE

Le 7 mai, le Conseil constitutionnel a débouté les députés de gauche qui l'avaient saisi pour s'opposer au durcissement du droit du sol à Mayotte, voté en avril dernier à l'initiative des députés Renaissance et Rassemblement national. Les plaignants dénonçaient une rupture d'égalité, la loi étant différente à Mayotte par rapport au reste du territoire français. Depuis 2018, le droit du sol est déjà dérogatoire pour Mayotte : un enfant né sur l'archipel ne pouvait devenir français que s'il prouvait qu'un de ses parents était en situation régulière depuis au moins trois mois avant sa naissance. Mais l'Assemblée nationale a entériné une nouvelle restriction : il pourra accéder à la nationalité française à sa majorité uniquement si ses deux parents y étaient présents légalement un an avant sa naissance. Il s'agit d'une suppression pure et simple du droit du sol, l'immigration légale à Mayotte étant impossible depuis de nombreuses années. Pour le Conseil constitutionnel, cette mesure se justifie par « la forte proportion de personnes étrangères » et par « le nombre élevé d'enfants nés de parents étrangers »... La xénophobie vient au secours de la xénophobie ! Elle est présentée comme l'unique solution pour sortir le 101^e département français de sa grande misère. Mais c'est la France qui a créé une frontière en séparant Mayotte du reste de l'archipel des Comores pour en faire un département français et sans même y faire les investissements nécessaires pour la population. Ces lois racistes ne font qu'aggraver la situation : des milliers de jeunes nés à Mayotte ne peuvent devenir français. À leur majorité, ils ne peuvent donc ni poursuivre d'études, ni travailler légalement. Sans parler des nombreux enfants qui doivent se débrouiller seuls après l'expulsion de leurs parents.

Alors que les ravages causés par le cyclone Chido en décembre sont toujours bien visibles, l'État français continue à attiser le racisme et la xénophobie pour tenter de faire oublier ses responsabilités.

LYDIE GRIMAL • 12/05/2025

La réalité, c'est que, par exemple de 2018 à 2021, il a été créé de l'ordre d'1,7 million d'emplois. Avec, sur la même période, plus de 140 milliards par an de subventions publiques aux entreprises – chiffre cité en 2018 par Darmanin, alors ministre des Comptes publics. Cela fait une coquette somme de plus de 300 000 euros par emploi créé, même sur quatre ans. Ça aurait coûté bien moins cher que l'État crée les emplois directement, dans les hôpitaux, les écoles... Mais il est vrai que cet argent est allé dans la poche des actionnaires et non dans celle des salariés embauchés.

On aurait aimé que, devant les refus de Macron de s'intéresser autrement qu'en paroles au sort des centaines de milliers de travailleurs licenciés ou menacés de l'être, Sophie Binet prenne les travailleurs à témoin de l'inutilité de compter sur ceux qui nous dirigent et de se préparer à se battre. Mais rien.

Plus de trois heures de Macron à la télé, un bon somnifère pour celui qui avait par mégarde ouvert son poste sur cette chaîne-là !

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 13/05/2025

3^e ÉDITION DES RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

Inscrivez-vous !



La Meute, de Charlotte Bellaïche et Olivier Pérou : une campagne opportune pour la droite du PS !

La sortie du livre *La Meute*, de Charlotte Belaïch, journaliste à Libération, et Olivier Pérou, journaliste au Monde, a eu droit à un accueil qui va bien au-delà des mérites de ce brûlot anti-LFI. Les auteurs sont passés sur toutes les antennes, tandis qu'Alain Jakubowicz, président « d'honneur » de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), n'a pas hésité, à propos du livre, à comparer Jean-Luc Mélenchon à Goebbels, l'un des principaux dirigeants du régime nazi... sans que cela ne soulève la moindre remarque d'Apolline de Malherbe, la présentatrice de l'émission, qui a attendu le lendemain pour condamner le propos.

Mélenchon est décrit dans le livre comme un politicien ambitieux, avec un ego démesuré. Comme si les Macrons, ses prédécesseurs et tant d'autres « chefs » n'étoffaient pas eux-mêmes sous un ego surdimensionné ! On nous explique que Mélenchon est enclin à écarter brutalement ceux qui osent douter de la ligne du chef. Certes, un chat mouillé n'en sèche pas un autre, mais en quoi est-ce une particularité de Mélenchon qui justifierait qu'on le cloue au pilori plus que d'autres ? Macron, ou Hollande, ne sont pas comme ça ? Et quid de la célèbre vindicte d'un Mitterrand, ou celle d'un Chirac, avec son homme à tout faire Pasqua, contre tous ceux qui, dans leur camp, les contestaient ? Jakubowicz les a connus : a-t-il expliqué sur toutes les ondes que Chirac lui faisait peur ? A-t-il comparé Pasqua à Goebbels ?

Le livre fourmille d'histoires, certainement vraies, que les amateurs trouveront croustillantes. Il brosse un portrait peu flatteur, et sans doute réaliste, des cadres de LFI dans ce qui n'est au fond qu'une description d'un banal esprit de cour.

La Meute... Au-delà des « cadres », il s'agit de dizaines de milliers de militants syndicalistes, de bénévoles associatifs. Des militants avec lesquels nous sommes en désaccord politique, mais que nous côtoyons dans des activités quotidiennes où leur but est d'aider et de rendre service aux autres. Ce sont aussi eux qu'un tel titre traite de chiens aboyant en meute.

Ce livre tombe à pic dans une campagne orchestrée contre LFI non seulement par les macronistes et la droite, qui trouvent ainsi à condamner ce qu'ils présentent comme un « *pendant de gauche* » au Rassemblement national, mais aussi par les apparatchiks PS version Hollande, soucieux de rétablir l'hégémonie du PS « quoi qu'il en coûte ». Quitte à calomnier,

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 34 • 15 MAI 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAUX, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAUX

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Palestine, Liban, Syrie, Yémen : la politique de gendarme d'Israël

Dimanche 11 mai, l'armée israélienne a annoncé son intention de bombarder trois ports au Yémen en appelant la population à évacuer préventivement ces villes. « Fuyez de chez vous avant de mourir sous les décombres », quelle préoccupation humanitaire ! Sont visés le port pétrolier de Ras Isa où un bombardement américain, le 24 avril, avait déjà fait 74 morts, près de 200 blessés et détruit l'essentiel des installations portuaires, celui d'Al-Salif dont l'aciérie voisine avait aussi été bombardée par les États-Unis en mars et celui d'Hodeïda, la troisième ville du pays (500 000 habitants) où les premières frappes israéliennes ont commencé lundi 12 mai. Une semaine plus tôt, l'aéroport de la capitale yéménite, Sanaa, avait été plusieurs fois déjà frappée par des bombardements américains et israéliens.



Au Liban, malgré le cessez-le-feu signé le 27 novembre après deux mois d'invasion du pays, qui avait fait 4 000 morts, plus d'un million de déplacés et détruit plus de 100 000 habitations, l'armée israélienne ne s'est jamais entièrement retirée. Elle a encore fait il y a une semaine plusieurs bombardements sur le sud du pays sous prétexte d'y éliminer le Hezbollah. En Syrie, Israël, après avoir étendu la zone du Golan syrien qu'il a

annexée, vient de bombarder le palais présidentiel en guise d'avertissement au nouveau régime et voudrait imposer sa loi.

Pour mener sa politique expansionniste, vider Gaza, annexer tout Jérusalem et coloniser toute la Cisjordanie, Israël entend s'imposer en gendarme de la région. L'un ne va pas sans l'autre. Netanyahu n'en a pas la primeur. C'est dans la lignée de toute la politique sioniste, celle de créer, sous la houlette et avec

l'appui des grandes puissances, un pays sur le dos des peuples qui y habitaient déjà, celle qui s'est traduite pas toutes les guerres successives : guerre de 1948 dès la création d'Israël, opération de Suez en alliance avec la France et l'Angleterre en 1956, guerre des Six Jours en 1967, du Kippour à l'automne 1973, et plusieurs guerres du Liban en 1982, 2006 et 2024, en plus des guerres et opérations militaires récurrentes à Gaza et en Cisjordanie.

La population israélienne elle-même le paye. Mais, toujours présentées comme des opérations de défense, en cultivant le nationalisme par l'utilisation du souvenir de l'oppression du peuple juif et du génocide nazi, ces guerres d'oppression menées par l'État d'Israël ont jusqu'ici suscité trop peu de réactions dans la population israélienne. Les manifestations qui se sont tout de même multipliées ces derniers temps contre Netanyahu se sont jusque-là surtout limitées à lui reprocher de sacrifier la vie des otages. Et à celle du lundi 12 mai, à l'occasion de la libération d'un otage israélo-américain, négociée directement avec le Hamas par les États-Unis, on voyait des pancartes demandant à Trump de mettre fin à la guerre. Ce Trump qui encourage Netanyahu à l'escalade. La poignée de manifestants qu'on a vu défiler il y a quelques semaines en brandissant des photos d'enfants de Gaza assassinés sont encore minoritaires. Pourtant, ils rappellent cette vérité que les Israéliens sont tous des otages de la politique guerrière de leur État, qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre.

OLIVIER BELIN • 13/05/2025

Le PKK s'est dissous, mais la lutte pour les droits des Kurdes continue !

Le congrès du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) vient d'annoncer son auto-dissolution, après plusieurs mois de négociations avec le régime d'Erdogan.

Les dirigeants de ce parti nationaliste kurde (bien plus que « parti des travailleurs ») déclarent que sa dissolution « fournit une base solide pour une paix durable et une solution démocratique ». Ce qui paraît surprenant quand on sait qu'Erdogan a emprisonné des centaines d'élus kurdes au nom de la « lutte anti-terroriste » et qu'il gouverne main dans la main avec l'extrême droite nationaliste turque.

Nous ne connaissons évidemment pas les raisons pour lesquelles Abdullah Öcalan et la direction du PKK ont décidé de déposer les armes, après plusieurs décennies de combat contre la politique antikurde de l'État turc. Alors qu'Öcalan est détenu dans l'île-prison de haute sécurité de İmralı depuis 1999, les combattants kurdes sont-ils à bout de souffle ? Ont-ils réussi à négocier un véritable accord¹ avec l'AKP, le parti d'Erdogan, ce dernier ayant besoin de soutien parmi les Kurdes - qui représentent 20 % de la population de Turquie - pour modifier la Constitution afin de briguer un troisième mandat

présidentiel en 2028 ? Ou estiment-ils que la lutte armée constitue désormais une impasse trop coûteuse pour défendre leur politique ?

Une chose est sûre, dans le contexte actuel de mobilisation populaire contre le régime d'Erdogan, cet accord ne peut apparaître aux yeux de la population kurde de Turquie que comme un appel de fait à ne pas rejoindre la lutte en cours.

Une chose est sûre, dans le contexte actuel de mobilisation populaire contre le régime d'Erdogan, cet accord ne peut apparaître aux yeux de la population kurde de Turquie que comme un appel de fait à ne pas rejoindre la lutte en cours.

Une chose est sûre, dans le contexte actuel de mobilisation populaire contre le régime d'Erdogan, cet accord ne peut apparaître aux yeux de la population kurde de Turquie que comme un appel de fait à ne pas rejoindre la lutte en cours.

Il est vrai que ce n'est pas davantage du côté du CHP, le parti kényaniste d'İmamoğlu, que les Kurdes peuvent attendre la fin de leur oppression : elle existait quand le CHP était au pouvoir et l'opposition d'İmamoğlu à Erdogan n'en fait pas un défenseur des exploités et des opprimés !

Est-ce que les Kurdes qui sont partie prenante de la mobilisation contre la dégradation des conditions de vie de toutes les classes populaires y renonceront, c'est une autre histoire. Erdogan pourrait bien en être pour ses frais. Car, au-delà de l'opposition entre l'AKP au pouvoir et le CHP qui veut y retourner, la lutte engagée depuis des mois par



les jeunes et les travailleurs pour leurs conditions de vie et les libertés démocratiques concerne toutes les classes populaires, sans distinction entre Turcs et Kurdes !

STEFAN INO • 12/05/2025



SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire : nra-revolutionnaires.org



1. Rappelons qu'Erdogan avait déjà « ouvert la main » au PKK en 2013, en plein Printemps turc, pour mieux diviser – avant de renier ses promesses aux partis kurdes.

Syrie : le pouvoir islamiste se raidit

Mercredi 7 juillet, le nouveau dirigeant syrien Ahmed al-Charaa rencontrait Macron à l'Élysée. Pour Macron, c'était l'occasion de rappeler sa volonté de lever rapidement les sanctions économiques occidentales qui continuent de frapper la Syrie, alors qu'un accord à 230 millions d'euros vient d'être signé pour la gestion du port de Lattaquié par le géant français CMA CGM. Pour la France, comme les autres puissances qui regardent avidement vers la Syrie, la répression de minorités religieuses ou ethniques organisée par le nouveau régime ne doit pas empêcher la reprise des affaires.

CINQ MOIS APRÈS LA CHUTE DU RÉGIME EL-ASSAD, LE PILLAGE DE LA POPULATION CONTINUE

Bachar el-Assad est tombé, mais les conditions de la population de Syrie continuent de sombrer. La guerre civile a considérablement détruit les infrastructures du pays, qui continue de subir des pannes d'électricité jusqu'à 20 heures par jour. D'après les Nations unies, la Syrie ne réussirait à retrouver ses capacités économiques d'avant-guerre qu'en 2080 ! Plus de 85 % de la population continue de vivre sous le seuil de pauvreté international (moins de 2,15 dollars par jour) et peine à se nourrir, alors que le régime a

licencié plusieurs centaines de milliers de travailleurs de la fonction publique - entraînant des manifestations qui n'ont pris fin qu'avec la répression et le déchaînement des milices djihadistes contre les populations alaouites début mars, un signal pour l'ensemble des travailleurs. À Damas, des boîtes de nuit sont attaquées par des miliciens, où ils ont brutalisé et assassiné une femme qui s'y trouvait. Les déclarations sur « l'inclusion des minorités » se heurtent à la réalité du nouveau pouvoir : après avoir massacré des milliers d'Alaouites, il multiplie les menaces contre le « séparatisme » kurde au

Nord-Est et a déployé ses troupes contre les milices druzes au Sud.

LA SYRIE AU CENTRE DES APPÉTITS D'ISRAËL ET DE LA TURQUIE

L'armée israélienne profite des tensions avec la communauté druze pour déployer son influence en Syrie. Après la chute d'Assad, elle avait bombardé et détruit la quasi-totalité des infrastructures militaires syriennes, pris le contrôle de la totalité du plateau du Golan - déjà annexé aux deux tiers depuis les occupations successives de 1967 et 1981 - et placé des canons sur le mont Hermon : pas question que les nouveaux dirigeants de Damas puissent menacer Israël ! Alors que les troupes d'HTC (les milices d'Ahmed al-Charaa) ont cherché à prendre le contrôle du quartier druze de Damas ou de Suwaydah (ville du sud de la Syrie, à la frontière de la Jordanie), Israël a bombardé les abords du palais présidentiel avant de pousser ses troupes plus profondément dans le territoire syrien, tout en cherchant à amadouer les populations druzes en leur offrant électricité, emplois et nourriture. Le gouvernement israélien se donne le rôle du protecteur des minorités : il ne défend en réalité que ses intérêts régionaux, notamment contre la Turquie, qui développe également son influence en Syrie.

Car le régime d'Erdoğan possède des liens historiques avec le pouvoir en place, qu'il appuie depuis ses débuts à Idlib. Des miliciens pro-turcs de l'ex-« Armée nationale syrienne » obtiennent des postes dans l'armée et l'administration syrienne, tout en cherchant à briser les tentatives d'autonomie des forces kurdes - liées au Parti des travailleurs du Kurdistan - à ses frontières. Les capitalistes turcs font aussi de bonnes affaires en Syrie, s'arrogant de juteux contrats dans le domaine de l'énergie et de la reconstruction.



LE PRÉSIDENT SYRIEN AHMED AL-CHARAA REÇU PAR EMMANUEL MACRON AU PALAIS DE L'ÉLYSÉE | MERCREDI 7 MAI 2025

En Syrie, les marchés et magasins sont désormais remplis de produits chinois... et turcs - moins chers que les syriens -, au grand dam d'une partie de la bourgeoisie syrienne qui se plaint d'une « invasion turque » et demande de rétablir des barrières douanières pour protéger ses profits. L'homme d'affaires syrien Ayman Asfari, milliardaire et principal actionnaire d'une société d'ingénierie pétrolière britannique, se plaint du manque d'ouverture du nouveau régime vers les occidentaux et dit craindre la « bombe à retardement » que constituent les licenciements massifs organisés par le gouvernement... Comme toujours, la véritable crainte de ces gouvernements et hommes d'affaires est qu'explose la colère sociale.

S. I. • 13/05/2025

Près de deux mois de lutte, où en est la mobilisation en Turquie ?

Plusieurs centaines de milliers de jeunes et travailleurs ont manifesté partout dans le pays à l'occasion du 1^{er} mai. Malgré plus de 400 arrestations et la violence de la répression policière, les étudiants de Turquie maintiennent la pression dans la rue tandis que quelques secteurs du monde du travail se mettent en grève pour les salaires et conditions de vie.

ERDOĞAN JOUE LA MONTRE ET ESPÈRE UN POURRISSEMENT DE LA MOBILISATION

Que ce soit dans les lycées ou universités, la mobilisation semble s'être affaiblie, tant du fait du harcèlement policier et répressif que du manque criant de perspectives offertes par le Parti républicain du peuple (CHP), le principal parti d'opposition. Alors que l'arrestation d'Ekrem İmamoğlu, maire d'Istanbul et principal concurrent d'Erdoğan dans les élections, avait fait sortir en masse la population dans la rue, y compris dans les bastions de l'AKP (parti au pouvoir), le CHP n'a à proposer qu'une ou deux manifestations hebdomadaires à Istanbul ou une autre ville du pays. Alors que des dizaines d'étudiants sont emprisonnés depuis des semaines, le CHP n'appelle qu'à la libération de son dirigeant et à de potentielles élections anticipées. Alors que les conditions de vie de la population continuent d'empirer (taux

de chômage officiel à 28,8 %), le parti d'opposition, bien respectueux de l'ordre bourgeois, ne cherche pas à mobiliser sur le terrain économique. De quoi laisser respirer Erdoğan, qui attend peut-être la fermeture des universités pour frapper le CHP dans son deuxième bastion d'Ankara.

LES TRAVAILLEURS ONT BESOIN D'UNE POLITIQUE QUI NE LES METTE PAS À LA REMORQUE DES PARTIS BOURGEOIS

Des grèves éclatent dans les municipalités, le bâtiment et l'industrie sur la question des salaires, pour demander de réelles augmentations face à l'inflation (40 % officiellement, en réalité le double), malgré les manœuvres de certaines directions syndicales qui signent des accords dans le dos des travailleurs. En grève depuis le 21 avril aux raffineries Tüpraş, des milliers de travailleurs ont refusé « l'accord de la pauvreté » signé le 7 mai et ont manifesté à l'intérieur et l'extérieur de la raffinerie,



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ GALATASARAY ET DE TRAVAILLEURS DE L'HÔPITAL DE SAKARYA | AVRIL 2025

recevant le soutien de la population - avant de retourner au travail le lendemain, faute de perspectives... Bien que la majorité des directions syndicales canalisent la colère ouvrière sur le terrain économique et que l'AKP reste influent chez les travailleurs, une partie des étudiants mobilisés ont bien compris la nécessité de lier la lutte pour les libertés politiques aux revendications sociales. Réussiront-ils à éroder la base sociale du régime jusqu'à sa chute ?

S. I. • 13/05/2025

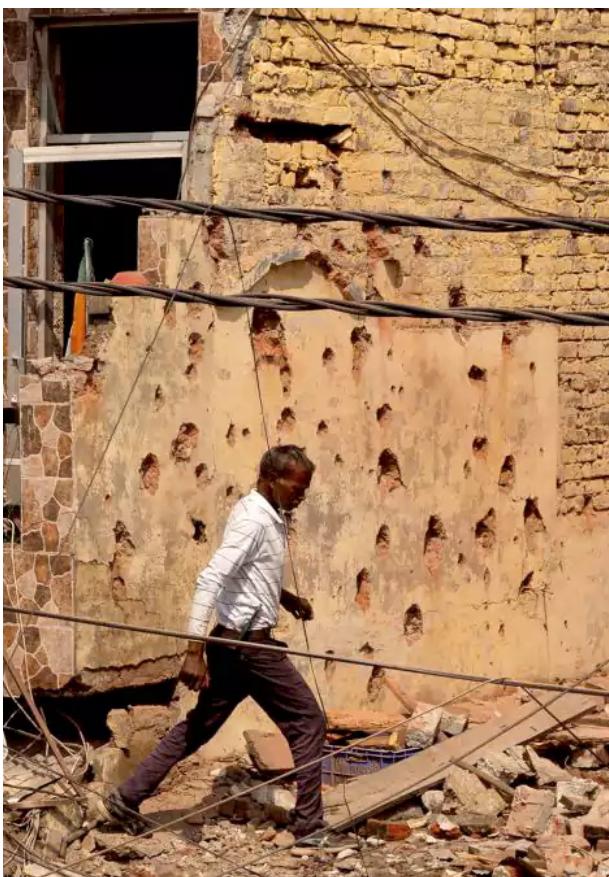
NOTRE RÉUNION PUBLIQUE EN VIDÉO :

MANIFESTATION EN TURQUIE : COMMENT RENVERSÉR LE RÉGIME D'ERDOĞAN ?



sur notre chaîne YOUTUBE :
@npa.revolutionnaires





INDE-PAKISTAN : SAUT DANS L'INCONNU, BLACKOUTS ET ODEUR DE MORT

Samedi 10 mai, cessez-le-feu. Lundi 12 mai, le ministère de la Défense indien annonce avoir intercepté des drones venus du Pakistan. Dans le même temps, des blackouts importants sont imposés au Pendjab. Les écoles sont fermées et il faut rester éloigné des fenêtres. Pour combien de temps ?

Le 22 avril dernier, le massacre (par un groupe non identifié) de touristes indiens se photographiant au milieu des marguerites en fleur du Cachemire avait été une douloureuse piqûre de rappel de la désolation qui touche cette région du monde. Comme les fois précédentes, dernièrement en 2016 et 2019, les pouvoirs indiens et pakistanais ont utilisé ce type d'attentat pour se livrer à des appels incendiaires et des manœuvres militaires. Au bout de quinze jours, les frappes ont été vraiment importantes. Les forces armées ont délibérément visé civils, écoles et lieux de culte, et plusieurs dizaines de morts sont à déplorer. Durant une centaine d'heures, personne ne savait jusqu'où iraient les bombardements qui menaçaient de se rapprocher des capitales.

CRAINdre LE CRÉPUSCLE

Avions au sol, matchs de cricket déplacés, routes fermées, India Gate (équivalent de la place de l'Étoile à New Delhi en bien plus grand) évacué. Sans compter l'éprouvante attente

de la nuit et de l'annonce de nouvelles frappes. Bref, des centaines de millions de personnes redécouvrent la peur et l'angoisse des blackouts dans une partie significative des régions du nord-ouest de l'Inde. Et les craintes sont sans doute plus importantes au Pakistan.

MUNITIONS POUR LE NATIONALISME

Tenu coupable des difficultés économiques de l'Inde par une partie de la population, le pouvoir actuel s'est mal remis de son demi-revers électoral lors des élections générales de l'année dernière. Depuis au moins deux mois, ses partisans multiplient les violences et les appels à la déportation des musulmans dans les États fédérés essentiels que sont le Maharashtra et l'Uttar Pradesh. Les élections à venir au Bihar ne sont pas étrangères à ce regain des appels à la haine.

Il semblerait, pour le moment, que les derniers événements profitent aux partisans de Modi, d'autant que la gauche indienne s'est ouvertement ralliée à lui dans le cadre des affrontements avec le Pakistan. Les grèves syndicales d'échelle nationale prévues le 20 mai en Inde seront peut-être l'occasion que d'autres voix s'expriment.

CHRIS MICLOS • 13/05/2025

ALLEMAGNE : LA CHAMBRE DES HORREURS



Le gouvernement fédéral se lève. La CDU (parti de droite chrétien-démocrate) de Friedrich Merz, le nouveau chancelier, et le SPD (Parti social-démocrate) de Lars Klingbeil numéro deux du gouvernement, ont accueilli leur cercle d'amis, qui incarnent le programme politique de leur coalition gouvernementale.

D'ABORD LES LOBBYISTES

La ministre de l'Économie de la CDU, Katharina Reiche, était auparavant directrice chez E.ON, l'une des plus grandes entreprises énergétiques d'Europe. Le ministre du Numérique, Karsten Wildberger, était auparavant à la tête de la holding Media-Saturn et lobbyiste pour Amazon, Lidl, Aldi, etc.

L'EXTRÊME DROITE

Alexander Dobrindt, de la CSU (parti équivalent de la CDU pour la Bavière), devient ministre de l'Intérieur. Sa première annonce a été de fermer les frontières et d'envoyer des milliers de policiers pour traquer les migrants. Il s'attaque d'abord aux migrants avec toute la dureté inhumaine, mais lui et ses copains incarnent une politique qui prend des mesures sévères contre tout le monde.

Karin Prien, de la CDU, nouvelle ministre de l'Éducation et de la Famille, a récemment déclaré que le cri « Palestine libre » était le cri de guerre d'un gang terroriste international. Il n'est pas difficile d'imaginer ce que cela pourrait signifier pour tous ceux qui soutiennent la Palestine.

L'éditeur conservateur Wolfram Weimer devient ministre d'État à la Culture. Il s'inquiète pour la « continuation de son propre sang » (allemand). Son programme est l'abolition des droits des femmes et du cosmopolitisme.

LES DESTRUCTEURS DE L'ENVIRONNEMENT

Le ministre de l'Agriculture, Alois Rainer, un maître boucher bavarois, s'est fait connaître par sa déclaration : « *Le Leberkäse sera à nouveau disponible.* »

La ministre de la Recherche, Dorothee Bär, a nié en 2017 l'existence d'un changement climatique d'origine humaine.

CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA JEUNESSE

À la fin de l'année, les propositions d'une « réforme de l'État-providence » portant le nom familier d'« agenda 2030 » doivent être publiées, dont la nouvelle ministre du Travail, Bärbel Bas membre du SPD, sera responsable de la mise en œuvre. En guise de providence, on promet des emplois en transformant les usines automobiles en usines d'armement.

En même temps que la nomination des nouveaux ministres, l'Office fédéral pour la protection de la Constitution a classé le parti AfD (Alternative pour l'Allemagne) comme « certainement d'extrême droite ». Cela au moment même où le programme de l'AfD est entré au gouvernement. Au vu de la politique du nouveau gouvernement, la question se pose de savoir si la CDU-CSU n'est pas également un cas suspect d'extrémisme de droite.

Quiconque veut lutter contre l'extrême droite doit également s'organiser contre les attaques actuelles du gouvernement. Pas de renoncement, pas de compromis paresseux, nous avons le droit de lutter pour une vie meilleure !

EXTRAITS DE L'ARTICLE DES CAMARADES DU RSO D'ALLEMAGNE • 13/05/2025

Australie : victoire des travaillistes après les élections « les plus chiantes du monde »

Avec 4,8 millions de voix et 14 sièges supplémentaires à la Chambre des représentants, le Labor Party australien renforce sa majorité face à la coalition dirigée par la droite libérale.

C'en'est pas tant une victoire du gouvernement Anthony Albanese qu'une défaite historique de la droite, qui paye le soutien à Trump de son dirigeant Peter Dutton, alors que deux tiers de la population australienne estiment que « *l'élection de Trump est une mauvaise chose pour l'Australie* ». Dutton, un ancien flic multimillionnaire connu pour son racisme contre les Aborigènes, les réfugiés sud-soudanais et musulmans, reconnaissait en Trump un « *grand intellectuel* », au point de recruter son ancienne directrice de campagne ! Mais son mentor n'aime pas les losers : une fois Dutton vaincu, Trump a fait mine de n'avoir « *aucune idée* » du personnage avant d'apporter son soutien au vainqueur.

Trump travaillera sans problème avec Albanese, tant sur la question des sous-marins nucléaires que dans le développement des bases américaines en Australie. Le Parti travailliste (Labor Party) constitue pour l'instant le parti préféré de la bourgeoisie. En trois ans, les salaires réels ont diminué de 9 000 dollars, le chômage a augmenté de 22 % et les propriétaires fonciers ont augmenté les loyers de 9,5, puis 8,1 et 4,8 % en 2022, 2023 et 2024. Alors que le taux de grève est au plus bas depuis des décennies, le Labor écrase les équipes syndicales qui relèvent la tête en plaçant ses pions à la tête des syndicats comba-

tifs, comme chez les employés de la construction, à la barbe des droits des syndiqués.

La vague anti-Trump a renforcé les partis « centristes » et perçus comme peu radicaux, mais l'érosion des bases électoralles des deux gros partis se renforce : un tiers de la population n'a pas voté pour l'un ou l'autre en tête de liste de son vote préférentiel¹. Il faut dire que ceux-ci n'avaient rien à proposer : les libéraux promettaient une réduction de 25 centimes par litre d'essence, les travaillistes 5 dollars de baisse de taxe par semaine !

Quant aux révolutionnaires, ils se présentaient sur deux listes : Socialist Alliance et Victorian Socialists (animé par les camarades de Socialist Alternative). Ces derniers ont seulement mené campagne dans l'État de Victoria, où ils ont réuni près de 70 000 voix (2 %, entre deux et trois fois plus qu'aux élections fédérales de 2022), avec des percées à 10 % dans certains quartiers ouvriers - après une campagne réalisée par près de 2 000 volontaires. Leur prochaine étape : l'extension de ce front électoral, afin de donner aux travailleurs la possibilité de s'exprimer en toute indépendance du Parti travailliste ou des Verts « progressistes ».

STEFAN INO • 13/05/2025

1. En Australie, le système électoral n'est pas similaire à la France : les électeurs doivent donner un ordre de préférence. Par exemple, je donne mon vote aux candidats socialistes en 1, et s'ils ne sont pas élus, mon vote ira au numéro 2 (ex : les Verts), etc.

Espagne

La panne d'électricité du lundi 28 avril : une histoire de corruption politique et économique

Quelques courts extraits d'un article des camarades du groupe Izar. La traduction intégrale est sur le site du NPA-R >>



Le gouvernement actuel souhaiterait que la panne soit due à une cyberattaque russe, chinoise ou provenant de n'importe où se trouvent les « ennemis de la patrie », afin de se décharger de ses responsabilités. Cependant, les responsables sont les entreprises privées du secteur et ceux qui permettent leurs excès : le gouvernement.

L'Espagne est l'un des pays où la part des énergies renouvelables dans la production électrique est la plus élevée. Une plus grande pénétration de ces énergies dans le réseau électrique entraîne une plus grande « tension » sur ce réseau. Cela s'explique par la difficulté de prévoir les hausses ou les baisses de production de ces énergies, qui peuvent être soudaines. Des parcs éoliens entiers peuvent passer de leur production maximale à zéro en quelques minutes, et inversement. L'énergie photovoltaïque est également soumise à des aléas météorologiques difficilement prévisibles.

Le système électrique doit synchroniser l'offre et la demande. C'est pourquoi il doit disposer de centrales thermiques (gaz) et de centrales hydroélectriques qui peuvent pallier les pannes accidentelles du réseau électrique. Les centrales devraient toujours fonctionner au minimum, sinon elles ne pourraient pas « venir en aide » au réseau au moment où il en a besoin. Cependant ces centrales sont privées et leur lo-

gique n'a rien à voir avec le maintien de la stabilité du réseau : elles sont parfois à l'arrêt, car il est plus rentable de payer l'amende que de consommer du gaz.

C'est là qu'interviennent les responsabilités po-

Un réseau clientéliste obsèn[e] et corrompu, [...] c'est cela [...] qui se cache derrière la panne d'électricité de lundi.

litiques. Le pantoufle entre ce secteur et les différents partis au pouvoir a très tôt fonctionné. Comme pour les anciens présidents Felipe González et José María Aznar, qui ont respectivement rejoint Gas Natural et Endesa, étant ainsi « récompensés » pour avoir définitivement privatisé toute la production électrique, d'anciens ministres de tous bords ont rejoint les entreprises du secteur électrique, où ils perçoivent des salaires mirobolants. Un réseau clientéliste obsèn[e] et corrompu, financé par les principaux groupes énergétiques. C'est cela, et uniquement cela, qui se cache derrière la panne d'électricité de lundi dernier, le 28 avril.

Il est nécessaire de nationaliser le réseau électrique et les entreprises énergétiques du secteur. Sinon, il n'y a pas de souveraineté énergétique et nous sommes à la merci d'une poignée de vautours dont les intérêts sont contraires à ceux de la majorité.

IZAR • 13/05/2025

Trump ampute le budget de la santé aux États-Unis : les assureurs se frottent les mains pendant que des millions de patients vont perdre l'accès aux soins

D'après un document budgétaire interne rapporté par le *Washington Post*, Donald Trump envisage de réduire de quarante milliards de dollars le budget du ministère de la Santé. Une offensive historique, qui s'ajoute aux précédentes coupes de Trump dans la santé publique américaine.

Après avoir réduit de près d'un quart les effectifs du ministère, il cible maintenant les programmes d'assurances publiques Medicare et Medicaid. Le Medicare assure les personnes de plus de 65 ans ou souffrant d'incapacités et le Medicaid les personnes aux revenus limités. Sous la présidence Obama, ces dispositifs avaient été complétés par l'Obamacare, qui rendait la couverture santé obligatoire et plafonnait les majorations des tarifs, sans s'attaquer aux assureurs. Ce sont ces déjà maigres dispositifs publics auxquels Trump s'attaqua, et s'est déjà attaqué lors de son premier mandat.

L'affaire Luiggi Mangione à l'automne dernier avait relancé les débats sur l'injustice du système de santé américain. Les profits mirifiques des compagnies d'assurance de santé privées enrichissent les actionnaires comme ceux d'UnitedHealth qui ont touché près de quinze milliards de dollars en 2023. En parallèle, des millions d'Américains peinent à se couvrir contre les risques quotidiens et l'accès aux soins. À titre d'exemple, autour d'un quart de la population

renonce chaque année à se soigner à cause du coût des soins, et c'est sans compter les nombreux et opaques refus de prise en charge de la part des assureurs. Ces réductions de budget montrent, une fois de plus, que Trump compte laisser la main aux assureurs et entreprises du soin au détriment de la santé de la population américaine.

Des millions de patients supplémentaires [...] n'auront d'autre alternative que d'atterrir aux urgences, déjà bondées de patients

Hasard du calendrier, l'annonce est tombée pendant la « semaine des infirmières », hommage annuel rendu au personnel hospitalier, qui, cette année, a bien dû faire le constat que pendant qu'on leur distribuait des stylos et des porte-clés, le gouvernement donnait littéralement des milliards aux groupes d'assurance privés... qui sont justement ceux qui leur imposent des conditions de travail désastreuses.

Avec le sabordage de Medicaid et Medicare, ce sont des millions de patients supplémentaires, brutalement privés d'un accès aux soins, qui n'auront d'autre alternative que



UKRAINE : LE CINÉMA DES PUISSANTS

Week-end à rebondissement dans le dossier de la guerre en Ukraine. Samedi 10 mai, Macron, qui se rêve toujours en leader autoprotégé de l'Europe, débarquait à Kiev, avec les dirigeants allemand, anglais, polonais, pour réclamer un « *cessez-le-feu complet et inconditionnel de trente jours* ». Il s'était toutefois assuré de l'autorisation de Donald Trump avant de prendre cette initiative...

Dimanche 11 mai, Poutine propose d'ouvrir des « *négociations directes* » avec l'Ukraine jeudi 15 mai, à Istanbul. Réponse immédiate de Zelensky : « *J'attendrai Poutine en Turquie* ». Toutefois, peu probable que Poutine vienne en personne, lui qui a plusieurs fois refusé de discuter avec le président ukrainien qu'il traite de nazi.

Mardi 13 mai, réplique des Européens, par l'intermédiaire de Kaja Kallas, cheffe de la diplomatie de l'Union européenne : « *Pour engager des pourparlers de paix, il doit y avoir un cessez-le-feu* ». Et Macron de rappeler à l'ordre Zelensky : « *Je parlerai cet après-midi à Volodymyr Zelensky et à mes collègues européens. On a donné le cadre. Les choses sont claires* ». Réponse immédiate de Moscou : « *Le langage des ultimatums est inacceptable pour la Russie* ». Et de se déclarer « *disposé à chercher de manière sérieuse des voies de règlement pacifique à long terme* ».

En tout cas, les dirigeants occidentaux se gardent bien d'une chose : encourager la chute du régime de Poutine. Ce qui compte pour eux, c'est de se dépecher d'être de la curée, alors que Trump a déjà préempté les ressources de l'Ukraine. Ces répliques de vaudeville ne changent pas grand-chose au sort du peuple ukrainien dont personne ne se préoccupe de ce qu'il souhaite. En attendant, la guerre et les bombardements continuent. La Russie a annoncé utiliser un nouveau missile de croisière, le Banderol, fabriqué avec des composants étrangers. Dans la nuit du 11 au 12 mai, les attaques sur le territoire ukrainien se sont poursuivies, à l'aide de 108 drones.

AURÉLIEN PÉRENNA • 13/05/2025



d'atterrir aux urgences, déjà bondées de patients dont les problèmes de santé auraient pu être prévenus s'ils avaient pu bénéficier d'un suivi médical élémentaire.

Des conséquences dénoncées par le personnel hospitalier, qui va parfois jusqu'à faire grève. C'est le cas par exemple du personnel des services psy des hôpitaux Kaiser de Caroline du Sud, en grève pour obtenir davantage de temps pour suivre les patients, mais aussi pour la revalorisation des retraites et allocations sociales. Leurs journées de mobilisation, soutenues par des patients, dénoncent la responsabilité du groupe d'assurances médicales qui impose des restrictions de soins aux conséquences dramatiques, et fait écho à la colère qui s'exprime contre cette nouvelle attaque de Trump.

EMMA MARTIN • 13/05/2025



SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire : npa-revolutionnaires.org



Le dérèglement climatique s'accélère : inondations, ouragans, sécheresses... Et, plus silencieux, l'effondrement de la biodiversité, la dégradation des sols et des océans. Alors que 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, l'inaction des dirigeants est de plus en plus criante. Sont-ils fous ? Inconscients ? Ni l'un ni l'autre : ce sont les serviteurs dévoués d'une classe, les capitalistes, prêts à tout pour maintenir leurs profits. Certaines grandes entreprises ont tenté de se repeindre plus vert que vert, comme Coca-Cola ou Ikea. Mais, face à l'effondrement écologique le greenwashing ne fait plus guère illusion, sauf pour la fausse « transition écologique » et vraie ruée vers de nouveaux marchés en pillant les métaux rares. L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite

dans plusieurs grandes puissances, à commencer par Trump, donne le ton : « Drill baby, drill ! » (« Forez, les gars, forez ! ») ; ce sera l'exploitation et le business d'abord ! Son administration s'empresse déjà de faire sauter les rares normes environnementales existantes. En France aussi, les patrons se la jouent plus « cash », tels les ténors de l'agro-business de la FNSEA, ou Olivier Andriès, patron de Safran, lequel déclarait, boudeur : « Je n'investirai plus dans les villes tenues par les écologistes. ». Mais les faits sont bien là, et les exploités en paient déjà le prix partout dans le monde : habitats précaires, quartiers sacrifiés à la pollution et aux inondations, régions dévastées. Alors, mettre fin au dérèglement climatique, à l'effondrement de la biodiversité ? Oui ! en s'en prenant à ce système prédateur et dévastateur. En renversant le capitalisme.



Ce dossier n'a pas la prétention de tout dire sur l'écologie – même s'il entend montrer que la crise écologique n'a rien de naturel ni d'inévitable et tracer des perspectives. Une version plus complète (avec d'autres articles, plus de livres recommandés et des critiques plus étoffées) est à retrouver sur notre site.



LE MARXISME : UN OUTIL ÉCOLOGIQUE

Loin de la réputation anti-écolo que l'on fait souvent au marxisme, Marx faisait en réalité preuve d'une lucidité frappante sur la rupture qu'engendre le capitalisme sur les cycles naturels. Matérialiste, il considérait l'humanité comme faisant partie de la nature. Dialecticien, il considérait l'une et l'autre comme deux entités en interaction, se faisant un précurseur de l'approche systémique qui est au fondement de l'écologie moderne.

À partir des travaux du chimiste Liebig sur l'appauvrissement des sols d'Angleterre provoqué par l'agriculture intensive et la séparation croissante entre ville et campagne, Marx a analysé comment le capitalisme bouleverse les cycles écologiques (ici, le cycle des nutriments) sur lesquels l'humanité s'appuie pour survivre et vivre. Il s'inspirait aussi des travaux d'Engels, qui a étudié les effets de la pollution sur les conditions de vie de la classe ouvrière anglaise. Marx, dans le Livre I du *Capital*, résumait : « La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production social qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur. » Le capitalisme génère ainsi des problèmes écologiques qu'il est incapable de résoudre sans abandonner l'impératif d'accumulation du capital. Pour affronter la crise écologique, l'humanité n'a donc d'autre choix que de reprendre le contrôle de ses interactions avec la nature, c'est-à-dire de ce qu'elle produit, et comment.

JEAN EINAUGIG ET MARTIN CASTILLAN

• 11/05/2025

POUR EN SAVOIR PLUS :

MARX ÉCOLOGISTE, John Bellamy Foster
Éd. Amsterdam, réédition poche 2024, 204 p., 12 €
Ce livre fondateur fait le lien entre la philosophie de Marx et ses préoccupations écologiques.

LA NATURE CONTRE LE CAPITAL, Kohei Saito
Syllepse, 2021, 350 p., 25 €
À partir d'une étude minutieuse des manuscrits de Marx et de ses sources de l'époque, l'auteur propose une analyse marxiste de la crise écologique. Parfait pour approfondir le précédent ouvrage.



UN PETIT GESTE POUR LA PLANÈTE RENVERSER LE CAPITAL

INCENDIES DÉVASTATEURS DANS LA RÉGION DE LOS ANGELES, AUX ÉTATS-UNIS, EN JANVIER 2025

INONDATIONS MEURTRIÈRES À VALENCE, EN ESPAGNE, EN OCTOBRE 2024

CRISE ÉCOLOGIQUE : QUE DIT LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ?

Avant d'être un courant politique, parfois « radical », surtout réformiste, l'écologie est une science. Initiée au XIX^e siècle par les travaux de Darwin sur « l'économie de la nature », et de biologistes comme Ernst Haeckel, elle s'est affirmée dans les années 1970 en intégrant les dernières avancées des sciences du vivant, du climat, des océans et des « systèmes complexes ». Son objectif est de comprendre les interactions entre organismes vivants, et avec le non-vivant. Cela inclut bien sûr la manière dont l'humanité affecte les cycles naturels, qui est devenue l'un des principaux objets d'étude du fait des bouleversements actuels.

Fruit de décennies de recherches menées sur le terrain en lien avec celles et ceux qui travaillent dans les milieux naturels – agriculteurs, forestiers, pêcheurs – et des modèles que les chercheurs ont élaborés, le constat dressé par ces derniers est sans appel : un effondrement est en cours. Disparition massive des espèces, acidification des océans, dérèglement du climat... Nombreuses sont les limites planétaires déjà dépassées, comme l'expliquent

les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), qui a synthétisé des dizaines de milliers d'articles scientifiques publiés et vérifiés par des chercheurs. Et, n'en déplaise aux marchands de doute, la cause est tout aussi indéniable : l'activité humaine, plus précisément le fonctionnement capitaliste de l'économie, sabote les conditions mêmes de la vie humaine.

Déplacements, catastrophes naturelles, chute du rendement des terres, montée des eaux marines, etc. : le Giec décrit aussi les conséquences sur les populations, selon les « scénarios » de réchauffement à 2°, 3°, 4° C. Enfin, il émet des préconisations pour essayer de limiter les dégâts... qui restent lettre morte ! Car les seuls scénarios qui limitent sérieusement les émissions impliquent d'arracher au grand capital les manettes de la production. L'écologie scientifique n'a pas besoin de gourous ni de technocrates, mais de révoltes !

POUR EN SAVOIR PLUS :

LA TRANSITION AGRO
Marc Dufumier
Terre vivante, 2023, 96 p.
Les principes et méthodes n'ont visiblement pas changé. Alors, qu'est-ce qu'on a fait ?

LE GRAND SAUT – QU'EST-CE QU'IL FAUT FAIRE
David Quammen
Flammarion, 2020, 544 p.
Les zoonoses, ces maladies qui apparaissent avec la destruction des écosystèmes, l'élevage industriel font partie d'épidémies qui émergent.

L'ORIGINE DU MONDE À L'INTENTION DE CEUX QUI NE L'ONT PAS LUS
Marc-André Selosse
Actes Sud, 2021, 480 p., 18 €
Spécialistes des champs, ce livre nous explique la vie des plantes. Passionnant.

MARIANNE SYZKO • 12/05/2025

« TRANSITION VERTE », « SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES », DISENT-ILS... SURTOUT GROS PROFITS !

Stockage carbone, ensemencement des nuages, pile à combustible : les nouvelles technologies foisonnent pour faire mine de répondre au dérèglement climatique. Peu ont fait leurs preuves en termes d'efficacité, d'impacts, voire de réalisme. Mais qu'importe, il s'agit surtout de doper la filière à grands coups de subventions. L'Union européenne a par exemple débloqué 17,5 milliards d'euros sur six ans via le Fonds pour une transition juste.

Présentée comme la principale perspective, la transition électrique percuté aujourd'hui toute l'industrie automobile (et surtout ses salariés !). Pas sûr que l'écologie en ressorte gagnante : produire un véhicule électrique pollue bien plus que produire un véhicule thermique,

ce qui entame sérieusement l'avantage de ne pas émettre de CO₂ pendant son utilisation. Surtout, cela ne fait que déplacer le problème : si l'utilisation d'un véhicule électrique est plus propre, l'électricité nécessaire à son fonctionnement reste majoritairement produite à partir de charbon ou de gaz naturel (près de 60 % en 2022) à l'échelle mondiale. De plus, le capitalisme n'abandonnerait jamais une source de profit comme le pétrole, et l'énergie fossile économisée sera simplement utilisée ailleurs. On est donc loin d'une transition « propre ». Mais ce qui intéresse les capitalistes, c'est que la reconfiguration de la filière automobile s'accompagnera du développement de l'industrie minière, de celle des batteries électriques, du

renouvellement des flottes de véhicules... Autant d'activités en partie financées par l'argent public, très polluantes mais très lucratives !

La lutte pour la préservation du climat ne pourra passer par le seul développement technique, le système capitaliste le limitant par définition à sa capacité à générer des profits. Ces nouvelles technologies ne pourraient être « propres » que si elles étaient mises au service d'une production organisée pour répondre aux besoins de l'immense majorité de la population.

ADRIAN LANSALOT • 10/05/2025

POUR EN SAVOIR PLUS :

SANS TRANSITION, UNE NOUVELLE HISTOIRE DE L'ÉNERGIE

Jean-Baptiste Fressoz

Seuil, 2024, 416 p., 24 €

Pour résumer : « L'humanité n'a jamais brûlé autant de pétrole et de gaz, autant de charbon et même autant de bois », et la transition énergétique « est l'idéologie du capital au XXI^e siècle. Grâce à elle, le mal devient le remède... » Voir notre critique détaillée parue dans *Révolutionnaires* numéro 11, 3 mars 2024.

LA RUÉE MINIÈRE AU XXI^e SIÈCLE : ENQUÊTE SUR LES MÉTAUX À L'ÈRE DE LA TRANSITION

Celia Izoard

Seuil, 2024, 352 p., 23 €

L'industrie minière dévaste la planète. Poussée par les secteurs de l'automobile, de l'électronique et de l'armement, elle est en pleine expansion, au nom d'une transition qui n'a rien d'écologique !

LE TEMPS DES FORêTS

François-Xavier Drouet

Documentaire disponible en VOD, 2018

Les forêts sont menacées par la monoculture et les pesticides. Garder une forêt vivante est un enjeu vital !

À VOIR SUR NOTRE SITE

« La filière bois – la forêt trinque » et « Industrie du bois : IKEA, l'art du greenwashing et de l'auto-certification »



MAYOTTE RAVAGEE PAR LE CYCLONE CHIDO, DÉCEMBRE 2024

« L'ÉCOLOGIE SANS LUTTE DES CLASSES, C'EST DU JARDINAGE ! »

(Chico Mendes, syndicaliste brésilien, défenseur de l'Amazonie)

Face à la crise climatique, les politiciens en appellent hypocritement à la conscience et la responsabilité de chacun. Mais quelle est la part de l'ouvrier obligé de prendre sa voiture pour aller travailler, face à Bernard Arnault qui voyage en jet privé ? D'après Oxfam, la consommation des 10 % plus riches est responsable de plus de la moitié des émissions. Et, pour des millions de travailleurs, le transport, la nourriture, le chauffage sont des choix contraints. Pourtant, ce sont bien eux qui vivent à proximité des usines à risque, dans les quartiers pollués et les zones inondables.

Or, les décisions qui détruisent la planète ne se prennent ni dans les rayons de Lidl ni dans les stations essence, mais au niveau de la production, pas auprès des exploités, mais dans les conseils d'administration des grandes entreprises et les latifundia agricoles. En Amérique latine, les paysans du Mouvement des sans-terre (MST) qui réclament une meilleure répartition des terres l'ont bien compris, et luttent pour une agriculture débarrassée de la recherche de profit. En France, on s'oppose aux grands projets conçus par le business du béton ou de l'agroalimentaire : l'autoroute A69 à Toulouse, les mégabassines à Sainte-Soline, entre autres... Ces luttes, au départ souvent locales, cherchent à dépasser le simple réflexe du « pas de ça chez moi », et l'on compte déjà quelques victoires ! Avec pour objectif de construire une lutte politique qui s'attaque directement à la racine du problème : l'emprise du capital sur nos vies et sur l'environnement. Ce qui suppose d'y impliquer ceux qui subissent le plus la crise écologique : les travailleurs, agricoles comme industriels, qui sont aussi ceux qui produisent tout.

Dès lors, puisque l'écologie est incompatible avec le capitalisme, les révolutionnaires peuvent et doivent proposer des perspectives aux luttes écologiques, en être solidaires, voire les diriger, d'autant qu'il s'agit d'un enjeu vital pour l'ensemble de la classe ouvrière et l'ensemble de la population. L'expropriation des capitalistes et la planification démocratique de l'économie par les travailleurs, éclairée par les connaissances scientifiques issues de l'écologie, sont des mesures d'urgence à la fois sociales et écologiques.

ROBIN KLIMT • 11/05/2025

POUR EN SAVOIR PLUS :

PREMIÈRES SECOUSSES

Les Soulèvements de la terre

La Fabrique, 2024, 200 p., 15 €

Formidable essai collectif, intercalant récits de mobilisations, analyses et perspectives militantes. Avec comme bilan, « plus de bassines détruites que de bassines construites ».

Voir la critique détaillée sur notre site.

OVERSHOOT : HOW THE WORLD SURRENDERED TO CLIMATE BREAKDOWN

(DÉPASSEMENT : COMMENT LE MONDE A CAPITULÉ FACE À LA CRISE CLIMATIQUE)

Andreas Malm

Verso, 2024, 416 p.

Dans son dernier livre (pas encore traduit en français), Malm remonte aux racines de l'inaction climatique : la quantité faramineuse de capital investi dans les énergies fossiles. Puisqu'on ne pourra pas affronter la crise avec les capitalistes, il faudra bien le faire contre eux !

Voir la critique de nos camarades de Speak Out Now, traduite sur notre site.

L'INVENTION DU COLONIALISME VERT :

POUR EN FINIR AVEC LE MYTHE DE L'ÉDÉN AFRICAIN

Guillaume Blanc et François-Xavier Fauvelle

Poche, 2022, 352 p., 12,50 €

L'auteur retrace le passé colonial d'une certaine écologie de la conservation. Élaborée au moment de la création des parcs canadiens, fondée sur l'expulsion des Amérindiens, cette politique imprègne encore des organisations comme le WWF ou l'Unesco.

« RÉVOLUTION RUSSE ET ÉCOLOGIE (1917-1934) »,

Jean Batou

Vingtième Siècle. Revue d'histoire, n°35, 1992, p. 16-28, disponible sur le site persee.fr



Les bolcheviks se posent dès 1917 la question d'une économie respectueuse de la nature. Ils investissent donc dans la recherche publique, notamment en biologie. De nombreux parcs naturels sont mis en place, et la pêche de certaines espèces est fortement réglementée. La période de 1928 à 1934 sonne le glas de l'écologie en URSS : les savants qui la promouvaient sont écartés par la bureaucratie stalinienne, les lois en vigueur sont démantelées. Cela contribue à répandre l'idée que le marxisme serait un productivisme : une des innombrables caricatures des idées de Marx et Lénine par le stalinisme.

ÉCOLOGIQUE : QU'EST-CE QU'ON ATTEND ?

... 10 €
des de l'agroécologie, des solutions qui
d'intérêts pour les capitalistes agricoles.
attend pour leur reprendre les manettes ?

ND LES VIRUS DES ANIMAUX

ME

... 25 €
des transmises à l'homme par l'animal,
mestication il y a 15 000 ans. Mais la
tèmes, l'extension et l'intensification de
ment la toile de fond d'une nouvelle série
ent pendant la révolution industrielle.

UNE HISTOIRE NATURELLE DU SOL QUI LE PIÉTINENT

25 €

ignons et des micro-organismes, l'auteur
sols et leurs écosystèmes complexes.

Un 1^{er} mai 2025 combatif !

Il y a eu plus de 300 000 manifestants cette année le 1^{er} mai dans tout le pays selon la CGT, contre 210 000 l'an dernier. Le ministère de l'Intérieur, sans annoncer autant de participants, a été obligé de reconnaître une progression par rapport à 2024. Sans toujours pouvoir se regrouper dans des cortèges d'entreprises en lutte, un milieu ouvrier, militant, syndicaliste avait répondu présent dans les manifs. Dans de nombreuses villes, on a pu remarquer la présence significative de jeunes, donnant aux cortèges un souffle plus enthousiaste que certaines années. Les manifestants en solidarité avec le peuple palestinien étaient nombreux. La solidarité internationale s'est aussi souvent exprimée à l'égard du mouvement de révolte contre le pouvoir dictatorial d'Erdoğan en Turquie. Les cortèges et les points fixes des organisations révolutionnaires avaient bonne allure. Bien des manifestants tenaient à être là, avec l'idée de montrer qu'au sein des classes populaires et de la jeunesse, il y en a ras-le-bol des politiques gouvernementales et patronales visant à prendre l'argent

dans les poches de ceux qui travaillent pour les distribuer aux actionnaires. Marre aussi du climat raciste, islamophobe, réactionnaire, militariste, de ce soutien du gouvernement Macron-Bayrou au génocidaire Netanyahu. C'est la confirmation, après le succès des manifestations des 8 et 22 mars, d'une certaine envie de reprendre la rue au sein de notre camp, celui des travailleurs et de la jeunesse.

MARIE DAROUEN • 14/05/2025

AUTOMOBILE

À LA PLACE DE L'USINE STELLANTIS DE POISSY, UN STADE DU PARIS SAINT-GERMAIN ?



Mardi 6 mai, le journal *L'Équipe* a annoncé qu'il resterait deux villes en compétition pour accueillir le nouveau stade de foot du PSG : Massy et Poissy où le stade serait construit sur le terrain de l'usine Stellantis de 2 500 salariés. À un an des élections municipales, les deux mairies mouilleront le maillot pour remporter le contrat.

Déjà en novembre, ce journal avait annoncé quatre villes en compétition dont Poissy. Depuis, aucune information et l'affaire semblait classée. La semaine dernière, les salariés ont donc découvert stupéfaits que

les tractations entre mairies, dirigeants du club et Stellantis ont continué dans leur dos. L'usine est même devenue une cible de choix. Depuis 2023, le centre d'entraînement du PSG (350 millions d'euros) s'est déjà installé à Poissy, et la ville va être reliée en transport public plus facilement par le projet du Grand Paris.

DES MILLIARDAIRES FOUS DU STADE BANKABLE

Les milliardaires qataris possesseurs du PSG ne veulent plus louer le Parc des Princes

à Paris, mais seraient prêts à mettre un milliard d'euros pour faire un « PSG land » : un stade de 60 000 places, hôtels, restaurants, boutiques, lieux de détente... Le but de ce projet est de faire les poches des supporters, quitte au passage à transformer les ouvriers en chômeurs.

Les milliardaires qataris sont bien au courant que l'usine est en fin de vie et que la direction de Stellantis veut se faire de l'argent en vendant les terrains. Craignant un mouvement social, la direction se veut rassurante en expliquant que la production de l'Opel Mokka existerait encore en 2028... mais les salariés constatent qu'il n'y a aucun projet de production ensuite et que la baisse de production est déjà importante laissant présager la fermeture dès 2027.

Nul ne peut dire encore si le stade du PSG va remplacer l'usine de Poissy, mais les révélations de la presse sont une preuve de plus que la direction de Stellantis a une stratégie et un calendrier : à nous, les salariés, d'en avoir aussi, pour lutter et avoir un avenir.

CORRESPONDANTS • 13/05/2025

FIN DES LICENCIEMENTS À LUBRIZOL, MAIS PAS DES MENACES DE LA DIRECTION !



À lors que les salariés de l'usine Lubrizol de Rouen avaient arraché au mois d'avril, par la grève et le blocage de la production pendant une semaine, le retrait de 63 des 169 licenciements prévus par le PSE et une prime supra légale de 100 000 euros, la direction annonce désormais l'abandon global du PSE. Ce surprenant retour en arrière est justifié par la direction de Lubrizol-France par le « contexte mondial », lié à la politique douanière de Trump. Apparemment les clients de la multinationale se sont inquiétés de ne pas recevoir leur marchandise. Du coup, afin de sécuriser l'approvisionnement, Lubrizol annonce maintenir pleinement ses activités en France. Les travailleurs ne sont pas dupes, ils sont même méfiants, car au départ, la direction était prête à supprimer quasiment la moitié des postes. Tout le monde prend cette annonce plus comme un sursis que comme une victoire, avec aussi le sentiment que, pour Lubrizol, les salariés sont vraiment des pions. Les doutes sur l'avenir ne sont pas levés car rien ne garantit que Lubrizol ne revienne pas avec un PSE plus violent plus tard. La réponse devra être la même que celle qui avait permis une victoire partielle en avril : la mobilisation et la grève !

CORRESPONDANTS • 13/05/2025

Rassemblement au siège d'ArcelorMittal : pour une résistance en acier trempé !

PERSONNE NE SE LAISSE DUPER

Stopper les PSE : tout le monde le dit ! Sur la « nationalisation », tout le monde est d'accord... mais personne n'est dupe. Un syndicaliste CGT de Dunkerque nuance au micro : « C'est bien beau de nationaliser, mais si y a plus d'emplois... ! » Un jeune ouvrier de

Florange explique : « On est pour la nationalisation, mais on sait aussi que les nationalisations dans la sidérurgie ont surtout permis de supprimer des dizaines de milliers d'emplois. »

ArcelorMittal a en effet perçu pas moins d'1,8 milliard de subventions, rien que ces



deux dernières années, pour moderniser et décarboner la sidérurgie française. Autant dire que l'État est déjà actionnaire d'ArcelorMittal et sans doute plusieurs fois propriétaire, la nationalisation serait une ultime manière d'indemniser encore le patronat.

IMPOSER UN RAPPORT DE FORCE

Même une nationalisation ne sera pas obtenue en suppliant Emmanuel Macron comme se propose de le faire Sophie Binet de la CGT au micro. Quant au maintien des emplois, il faudra l'imposer en construisant un rapport de force national. Des sites ArcelorMittal, comme ceux de Montataire ou Florange, fournissent l'industrie automobile, en France et en Europe. Une industrie qui, elle aussi, menace des dizaines de milliers d'emplois chez tous ses sous-traitants et aujourd'hui de fermeture le site Stellantis de Poissy. Si toutes les luttes des ouvriers de la sidérurgie, de l'automobile et au-delà prenaient contact en vue de se coordonner... la lutte pourrait faire plier patronat et gouvernement sur toutes les revendications portées par les ouvriers menacés !

LÉO BASERLI • 12/05/2025

SNCF

Succès de la grève cheminote, et maintenant ?

Le 5 mai, à l'appel de la CGT, contrôleurs et conducteurs ont été massivement grévistes dans plusieurs régions. SUD-Rail avance le chiffre de 75 % de contrôleurs ayant fait au moins un jour de grève du 9 au 11 mai. En gare de Lille par exemple, seuls 150 TER ont roulé sur les 1 230 normalement prévus. Dans plusieurs technicentres, la grève a aussi été suivie par une minorité significative de collègues. En somme, ces taux de grève indiquent un premier succès.

« ON N'ATTRAPE PAS LES CHEFS AVEC DU VINAIGRE »

La direction s'était pourtant préparée bien en amont à ce conflit. Tirant les leçons des grèves réussies de décembre 2022, elle a mis en place un nouveau dispositif : les « volontaires d'accompagnement occasionnel », dits VAO. Un vivier de cadres et de dirigeants volontaires pour remplacer les grévistes contrôleurs grandes lignes et donc permettre aux trains de rouler. Le VAO signe un contrat d'engagement avec la direction, qu'elle peut rompre de manière unilatérale,

sans motif ni préavis. La laisse ainsi passée au cou, il est habilité en une huitaine de jours à la bagatelle qu'est la sécurité ferroviaire qui nécessite ordinairement quatre mois de formation. Notre heureux élu peut désormais endosser l'uniforme du contrôleur. Non pas pour contrôler - il n'en a pas le droit ! - mais pour donner le change et l'apparence du respect de la réglementation. Les portes du paradis s'ouvrent alors enfin à lui : une prime de trente euros en semaine et cinquante euros le week-end pour chaque heure passée dans un train ! De quoi attirer bien des mouches...

COUP DE BILLARD À TROIS BANDES...

Face à une direction capable de se mobiliser, les fines tactiques de grève risquent bien de perdre en impact. Pourtant, c'est le scénario que les directions syndicales semblent vouloir reproduire une seconde fois. La fédération CGT propose une grève le 4 juin aux conducteurs et le 11 juin aux contrôleurs, chaque métier devant défendre sa propre « prime métier » en vue des tables rondes annoncées par la direction. De quoi effectivement bien tourner en rond.

Dans le même temps, la CGT appelle aussi l'ensemble des cheminots à la grève le 5 juin. SUD-Rail et le CNA (collectif de contrôleurs à l'origine des grèves de 2022) n'ont pas encore d'agréé annoncer leur plan pour la suite, ce qui ne les a pas empêchés de refuser explicitement que des AG se tiennent dans plusieurs endroits.

... OU TOUS ENSEMBLE POUR NOS REVENDICATIONS ?

Les AG qui se sont tenues ont regroupé trop peu de collègues pour qu'une organisation propre des grévistes puisse voir le jour. Les présents ont pu cependant discuter et parfois adopter des revendications précises pour l'augmentation des salaires et la fin des réorganisations et modifications de planning à outrance. Cette première étape de la mobilisation des roulants ouvre le besoin de suites rapides regroupant tous les cheminots.

CORRESPONDANTS • 14/05/2025



INFORMATIQUE

Non au licenciement d'Alexandre !

Pelico, start-up du secteur informatique qui développe un logiciel d'optimisation des chaînes d'approvisionnement pour l'industrie, a engagé une procédure de licenciement à l'encontre d'Alexandre, développeur et représentant de la section syndicale Solidaires Informatique. L'entreprise, qui promet aux grands industriels de ne pas laisser « les aléas de la production [les] ralentir », ne veut pas s'encombrer d'un syndicaliste combatif.

RÉPRESSION PATRONALE CONTRE LE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Les motifs avancés pour le sanctionner sont révélateurs : lors d'une session de questions-réponses réunissant toutes les équipes de la boîte, il a reproché à la direction, au nom d'un collectif de salariés, d'avoir signé un contrat avec une entreprise d'armement américaine, connue pour fournir Israël dans sa guerre génocidaire. Peu après, les affichages syndicaux de Solidaires Informatique

ont été retirés du panneau réservé à cet effet... La direction reproche à Alexandre d'avoir rappelé le droit à l'affichage syndical via la messagerie interne, après l'avoir autorisé. En réalité, Pelico n'entend pas mettre un terme à un contrat juteux et veut faire taire la contestation des travailleurs qui placent la vie des Gazaouis avant les bénéfices du patron et des investisseurs.

C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS, C'EST NOUS QUI DÉCIDENTS

La prise de position d'Alexandre et d'autres salariés de Pelico nous rappelle le rôle que pourrait jouer une mobilisation massive des travailleurs des entreprises liées, de près ou de loin, à la guerre coloniale menée par Israël. Car ce que craignent le plus les patrons, c'est que les travailleurs s'organisent et décident de se solidariser avec leurs frères et sœurs du monde entier contre les intérêts impérialistes !

CORRESPONDANT • 13/05/2025

Article complet à lire sur notre site : www.revolutionnaires.org



DÉBRAYAGE À LA PLATEFORME INDUSTRIELLE DU COURRIER (PIC) DE LESQUIN

Depuis plusieurs mois, les raisons de la colère s'accumulent à la PIC de Lesquin (Nord). Le manque d'embauches est criant et se traduit par une pression managériale quotidienne. Pour les nombreux travailleurs en intérim, c'est l'incertitude de ne pas être repris d'un jour à l'autre, tandis que les conditions de travail se dégradent pour tous. En toile de fond, les fiches de paie proches du Smic plongent de nombreux postiers dans la galère à la fin de chaque mois. La colère a fini par s'exprimer le 7 mai dans la brigade d'après-midi par un débrayage de 23 postiers. Une heure de grève qui a permis de s'extraire de la pression de l'encadrement pour se regrouper et discuter librement entre collègues..

CORRESPONDANT • 14/05/2025

LA POSTE RELAXE POUR LES CINQ DU 92 ! REGROUONS LES LUTTES CONTRE LA RÉPRESSION !

Gaël, Yann et trois postiers du 92 risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende, entre autres pour « violation de domicile »... En réalité pour s'être rendus lors d'une grève contre la précarité en 2014 au siège de l'entreprise pour demander des négociations. La Poste ne supporte pas que Gaël et Yann, malgré leur licenciement, maintiennent une activité en direction des postiers, c'est une remise en cause de son pouvoir de direction.

Si les camarades étaient condamnés, ce serait un pas dangereux vers la criminalisation de la grève. Mais si la mobilisation autour d'eux est large, et que la relaxe est arrachée, cela pourra constituer une démonstration de force, une étape vers leur réintégration et surtout une occasion d'exprimer la nécessité de regrouper nos luttes face à l'offensive patronale et gouvernementale actuelle.

CORRESPONDANT • 12/05/2025



Interview

Saint-Malo : le ras-le-bol des conducteurs de cars

Interview de deux militants syndicaux dans la Compagnie armoricaine de transports, connue en Ille-et-Vilaine sous le nom de CAT 35, Gilliatt, secrétaire de la CGT et Frédéric, délégué syndical Unsa.



Les conducteurs de CAT 35 qui assurent les lignes de car interurbaines de la région de Saint-Malo ont débrayé deux jours de suite, ce qui est assez rare. Quelles sont les causes de ce mouvement ?

Frédéric. Jusqu'en 2020, le réseau était géré par Keolis. Il est passé ensuite sous la gestion de RATP Dev, qui en a elle-même sous-traité une partie à Alliance Atlantique. En 2025, c'est Transdev qui a repris le réseau, mais sous-traité aussi certaines lignes. L'objectif est évidemment à chaque fois de faire des économies sur le dos des conducteurs et des usagers. La réorganisation par Transdev a fait déborder le vase.

Qu'est-ce que les conducteurs ont perdu ?

Gilliatt. D'abord, chaque mois, en salaire, notamment du fait de primes qui ne se déclenchent pas de la même manière selon la façon dont est organisé le travail. Le temps de travail est encore plus éparsillé dans la mesure où il y a moins de lignes régulières. Transdev ne respecte presque que le minimum « conventionnel », qui n'impose par exemple qu'un minimum de neuf heures de repos consécutives trois fois par semaine. Neuf heures pour manger, se laver, dormir, sans compter le temps de trajet, on n'a plus de vie de famille.

Le repreneur n'est-il pas obligé de respecter les avantages acquis ?

Frédéric. En théorie, oui. Mais, il y a moins d'heures sup et celles-ci sont compensées par des heures de repos que le conducteur ne choisit pas. Toujours en théorie, une prime différentielle doit permettre de « compenser » la perte de salaire du fait du changement de société. Mais c'est tout à fait relatif compte tenu du fait que l'offre de transport, et donc la quantité d'heures de travail, évolue. Et ça ne concerne évidemment pas les nouveaux embauchés qui sont payés au strict minimum, c'est-à-dire environ 1 550 euros net par mois sur la base de 12,85 euros brut de l'heure.

Un de vos plus gros problèmes, ce sont les coupures entre les services...

Gilliatt. Oui, par exemple un conducteur qui conduit des cars scolaires va prendre son service à 7 heures pour terminer à 19 heures, mais ne conduira que pendant quatre heures à peu près. Certains rentrent pendant la coupure, mais ça va prendre du temps et de l'argent en essence.

Frédéric. Si le conducteur termine sur le lieu de la prise de service, la coupure n'est pas payée. Si c'est à un endroit qui comporte des « commodités » (de quoi s'installer, des sanitaires, etc.), par exemple un autre dépôt que le sien, elles sont payées 25 %. À un endroit sans commodités, les terminus, 50 %.

Quelles sont les principales revendications et avez-vous obtenu quelque chose ?

Gilliatt. Ces revendications portent sur les salaires et l'organisation. Pour le moment elles sont sur la table, mais nous n'avons pas l'intention d'en rester là. Malgré la division créée par la diversité des situations et l'extrême complexité du système, de nombreux collègues ont compris qu'il fallait étendre le mouvement pour faire reculer les propositions ridicules de la direction. Il y a eu un débrayage à Fougères et il y a de nombreux dépôts où nous recueillons la colère des salariés sans que, pour le moment, elle ne s'exprime par la grève. Notre mouvement est très bien compris par la majorité des usagers qui subissent une dégradation de leurs conditions de transport avec la suppression de lignes régulières remplacées par un système de navettes à la demande complètement absurde.

L'interview complète à lire sur notre site :

npa-revolutionnaires.org



XELITOO : LES PATRONS SE GAVENT AVANT DE METTRE LA CLEF SOUS LA PORTE !

A lors que les salariés de l'entreprise Xelitoo, à Woippy près de Metz (57), se préparaient à lutter pour l'amélioration de leurs conditions de travail, les patrons leur ont fait une sale surprise : l'annonce sans préavis de la fermeture !

Xelitoo est une entreprise de transport de colis d'une cinquantaine de travailleurs. Comme d'autres petites boîtes de transport de colis du secteur, elle a pour seul donneur d'ordre Amazon, utilise des camions d'Amazon et est organisée par Amazon.

Dans cette boîte, les chefs osent tout : retards de salaire, primes supprimées sans concertation, heures non payées, véhicules dans des états déplorables (certains sans assurance depuis plusieurs mois), pas de local ni de sanitaires conformes... Face à cette situation, les travailleurs s'organisent. Ils se syndiquent à la CGT, puis préparent une première journée de grève afin de revendiquer le paiement immédiat de tous les salaires dus, le

rétablissement des primes et bonus supprimés, le respect des droits des travailleurs (locaux, pauses), la transparence sur la situation économique de l'entreprise et la mise en place d'élections professionnelles. Et quelques jours avant cette première journée de grève, le chef leur annonce que l'entreprise est en procédure de liquidation judiciaire, laissant sur le carreau la cinquantaine de travailleurs !

Loin de se résigner, les travailleurs se sont mobilisés mardi 6 mai pour partager leur situation aux livreurs des autres boîtes de sous-traitance d'Amazon. Pas de doute que c'est bien en diffusant cette colère et cette lutte au maximum de travailleurs des sous-traitants, voire du donneur d'ordre lui-même, qu'il sera possible de créer un véritable rapport de force à même de faire reculer ces patrons voyous !

CORRESPONDANT • 14/04/2025



Poubelle la vie !

Ils voudraient provoquer un soulèvement de la population, ils ne s'y prendraient pas autrement. Les élus à la tête de l'intercommunalité de la « Vire au Noireau », qui regroupe 50 000 habitants du sud-ouest du Calvados, sont décidés à faire des économies sur la collecte des ordures ménagères.

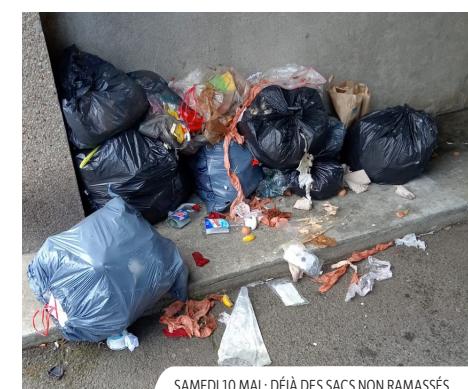
Depuis le 5 mai, ils ont ordonné aux éboueurs de ne plus ramasser, lors de la collecte ordinaire, que les sacs distribués par l'intercom. Ceux-ci sont transparents pour que les éboueurs puissent voir s'ils contiennent des déchets recyclables, qui doivent être jetés dans des sacs jaunes, ou des déchets organiques (épluchures, marc de café, restes de repas, etc.) destinés aux points de collecte de compost. Ces derniers sont déployés en nombre bien insuffisant : l'intercom compte surtout sur les habitants pour faire leur compost tout seuls dans leur jardin - et si vous n'en avez pas, eh bien trimballez vos déchets vous-mêmes au point de collecte !

Les sacs qui ne contiennent pas les bons déchets... ne sont tout simplement plus ramassés. Les sacs noirs traditionnels - qui avaient le mérite de cacher ses déchets à la vue de tous, ce qui préserve aussi l'intimité -

ou les transparents qui n'ont pas la lanière rouge caractéristique des sacs de l'intercom ne sont plus ramassés non plus.

En effet, l'intercom met en place une redevance individuelle sur la base d'un rouleau de sacs par an. Si vous en avez besoin de plus, la taxe augmente pour inciter à moins jeter de déchets. Elle risque surtout d'inciter à jeter ses déchets autrement. Par exemple devant le siège de l'intercom...

CORRESPONDANT • 13/04/2025



SAMEDI 10 MAI : DÉJÀ DES SACS NON RAMASSÉS...

GRÈVE DES ÉCOLES ET COLLÈGES LE 5 MAI À GRENOBLE : UNE MOBILISATION RÉUSSIE ET QUI PREND DE L'AMPLEUR



Après une journée de grève réussie jeudi 10 avril autour des écoles de La Villeneuve, plus de 300 travailleurs de l'Éducation nationale se sont à nouveau mobilisés ce jeudi 5 mai.

UNE MOBILISATION RÉUSSIE

Plus de cinquante écoles et collèges étaient fermés ou massivement en grève. Accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem), personnel des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased), enseignantes, enseignants et parents d'élèves se sont rassemblés devant le rectorat. Leurs revendications : des moyens à la hauteur des besoins pour garantir une véritable inclusion des élèves en difficulté, l'élargissement de la carte REP (réseau d'éducation prioritaire) à toutes les écoles qui en ont besoin.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL TOUJOURS PLUS DÉGRADÉES

Les prises de parole ont fait état d'un manque de moyens criant ainsi que d'une souffrance grandissante des élèves comme du personnel : AESH et Atsem payées au

lance-pierre et trop peu nombreuses, élèves en situation de handicap contraints de rester chez eux, faute d'accompagnement, postes Rased et places en unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis) ou en instituts médico-éducatifs (IME) manquants...

En réponse, le rectorat n'affiche que du mépris, refusant de recevoir une délégation.

LES 13, 14 ET 15 MAI : RECONDUIRE LA GRÈVE ET SE LIER AUX AUTRES SECTEURS EN LUTTE

Devant cette fin de non-recevoir, plus de 150 grévistes se sont réunis en assemblée générale. Une large majorité a voté la reconduction de la grève les 13, 14 et 15 mai avec une volonté claire : élargir le plus possible la mobilisation et rejoindre le secteur du social et médico-social en grève cette même semaine.

Face à la casse de nos conditions de travail, aux coupes budgétaires annoncées par le gouvernement, c'est par la grève et tous ensemble qu'il faut lutter, car c'est tous ensemble qu'on va gagner !

CORRESPONDANT • 11/05/2025

Choose Europe for Science... vraiment ?

Les attaques de l'administration Trump contre les recherches scientifiques et les universités se multiplient. Véritable purge idéologique (sur le climat, les inégalités, etc.), cette politique a brutalement privé d'emploi des milliers de chercheurs et menace directement des pans entiers du système universitaire et de recherche. Face à cela, Macron et Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, ont fait de grands discours à la Sorbonne, promettant d'accueillir en Europe les chercheurs menacés dans leur pays... Mais l'Eldorado européen est un mirage.

QUI POURRA PARTIR ?

Les coupes budgétaires menacent d'abord les chercheurs sans poste stable, les doctorants... Un sondage réalisé par la revue *Nature* indique que 75 % des chercheurs interrogés cherchent un emploi en Europe ou au Canada. Mais, pour partir, il faut des diplômes reconnus, des réseaux internationaux : les plus menacés ne sont sans doute pas ceux qui pourront partir les premiers.

En France, Macron promet 100 millions, pour accueillir quelques centaines de personnes sur des contrats de trois ans.

Loi anti-gaspillage : une formidable niche fiscale pour le secteur du textile

Le média Disclose, avec Reporterre, vient de révéler comment les géants de la fast fashion, tels Kiabi, Shein ou encore Decathlon, détournent la loi « anti-gaspillage » pour défiscaliser. Depuis 2022, une loi française interdit la destruction de vêtements invendus, dans le but affiché de réduire la production irraisonnée et de lutter contre la fast fashion. Finalement, le capitalisme, pourrait s'autoréguler ? Pas vraiment.

Pour se débarrasser de vêtements invendus, les entreprises doivent désormais les recycler (coûteux), les vendre à des déstockeurs, ou les donner à des associations... contre une réduction fiscale de 60 % de la valeur du vêtement (du prix fixé par le vendeur, donc). Concrètement, un pantalon vendu par Shein à 12 euros, et donné à une association, permet à la multinationale de recevoir une réduction fiscale de 7,60 euros. Un beau cadeau aux grandes entreprises, qui produiront toujours plus, encouragées par les économies d'échelle. Plus absurde encore : depuis la mise en place de cette loi, certaines associations croulent désormais sous les dons et doivent même payer - souvent avec le budget des subventions, donc l'argent du contribuable - pour se débarrasser de ces vêtements en déchetterie.

LA PHILANTHROPIE DE KIABI

Ce système aurait permis à Decathlon, entreprise détenue par la famille Mulliez,

de bénéficier de 709 000 euros d'avoirs fiscaux, en 2024, pour 1,18 million d'euros de produits donnés. Kiabi, autre enseigne de la famille Mulliez, serait même le champion de la ristourne. Elle aurait déclaré au moins 5,6 millions d'euros d'invendus en 2023, soit le double de 2021. L'essentiel de ces invendus sont « donnés » à la boutique solidaire, les Petits Magasins : une organisation qui appartient à... Kiabi. Le groupe milliardaire se donne donc à lui-même des vêtements invendus qu'il n'avait pas prévu de vendre, et encaisse en passant les cadeaux fiscaux de l'État - que Disclose estime à 15 millions d'euros en 2023, seulement pour Kiabi. Rappelons que l'entreprise a déclaré un chiffre d'affaires de 2,3 milliards d'euros en 2024, dont 45 millions de dividendes pour la famille de multi-milliardaires.

LAMINE SIOUT • 13/05/2025



ACCUEIL AU RABAIS

Et partir, mais pour s'installer où ? Dans quelles conditions ? Le plan européen d'accueil de chercheurs est doté de 500 millions d'euros pour l'ensemble de l'Union européenne, à peine un sixième de la subvention d'État à Harvard que Trump vient de supprimer ! Macron promet 100 millions pour la France, pour accueillir quelques centaines de personnes sur des contrats de trois ans. Une belle perspective !

Les 100 millions de Macron permettront à quelques chercheurs de venir en France. Tant mieux pour eux... mais leur atterrissage se fera dans un système universitaire mis à mal par des décennies de sous-financement. Le budget par étudiant a diminué

Le budget par étudiant a diminué de 16 % entre 2012 et 2022.

de 16 % entre 2012 et 2022¹. Les postes d'enseignants-chercheurs manquent partout. Le dernier budget a amputé l'enseignement supérieur et la recherche de 1,5 milliard, auquel il faut ajouter 1,6 milliard d'annulation de crédits... Quant aux attaques idéologiques, la France n'est pas en reste : n'oublions pas les discours récurrents contre le prétexte « wokisme » ou « islamо-gauchisme » qui « gangrènerait » l'université...

SACHA CREPINI • 12/05/2025

Article complet à lire sur notre site :



1. Données compilées par Thomas Piketty et Lucas Chancel : lucaschancel.info/etudiants.

CONFÉRENCE DE PARIS : TROIS JOURS DE DÉBATS INTERNATIONALISTES

Au mois de mai, une réunion de représentants d'une quarantaine d'organisations révolutionnaires se tiendra à l'appel du comité à l'initiative de la troisième rencontre des forces internationalistes. La conférence se tient sur trois jours et abordera deux thèmes : celui de la montée des rivalités inter-impérialistes puis, le dernier jour, l'intervention des révolutionnaires dans les syndicats.

UN ESPACE DE DÉBATS, D'ÉCHANGES

Pas plus que les deux précédentes, cette conférence n'est pas le prélude d'une nouvelle « internationale ». Mais les débats qu'elle permettra constituent une étape indispensable vers l'émergence d'un regroupement international qui pourrait se développer avec un accroissement de l'intensité de la lutte des classes, grâce à une coopération dans la durée entre forces internationalistes et une orientation communiste cohérente.

Les tensions entre la Chine et les États-Unis, la signification de la présidence Trump, la montée des tensions entre l'Inde et le Pakistan, l'horreur de Gaza et la guerre en Ukraine seront au cœur des échanges. Mais aussi les aspects économiques touchant aux transformations de l'impérialisme, sans négliger les tâches face à la montée du militarisme et à la guerre sociale globale que mènent les bourgeoisies sur tous les continents. De la Russie à l'Argentine, des États-Unis au Japon, de la Turquie au Pakistan et du Kenya au Liban, ces contributions sont proposées pour un débat au long cours qui se doit d'accompagner la réorganisation nécessaire du mouvement révolutionnaire. La diffusion de ces travaux se fera dans les principales langues internationales et sera accessible aux lecteurs de *Révolutionnaires*.

HISTOIRE

Le 8 mai 1945, la « France libre » massacrait en Algérie

Le 8 mai 1945, dans toute l'Algérie, les manifestants descendant dans la rue pour réclamer la libération du leader indépendantiste Messali Hadj. À Sétif, un des manifestants a l'audace de sortir un drapeau algérien : il est aussitôt abattu par l'armée. En réaction, les manifestants se révoltent et une centaine d'Européens sont tués. La révolte gagne plusieurs villes et villages voisins, notamment Guelma et Kherrata.

La réponse de l'État français est terrible : épaulée par des milices de colons, elle tue, viole, sème la terreur, jette des Algériens du haut des falaises : au moins 30 000 morts.

Pour justifier sa répression, le gouvernement publie le 10 mai un communiqué qualifiant les manifestants d'éléments « hitlériens » : « Des éléments troubles, d'inspiration hitlérienne, se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation de l'Allemagne nazie. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre et les autorités prennent toutes décisions utiles pour assurer la sécurité et réprimer les tentatives de désordre. » Il n'est pas le seul à utiliser cette rhétorique. Le PCF a des ministres au gouvernement, notamment Charles Tillon, ministre de l'Armée de l'air, qui a procédé à des bombardements massifs au cours de cette répression. Au lendemain des manifestations, *l'Humanité*, quotidien du parti, publie sans commentaire le communiqué du gouvernement, et dénonce les manifestants comme des « éléments

Rennes : Succès de la fête du NPA-R

Le printemps des fêtes du NPA-révolutionnaires se poursuit, avec la deuxième édition de la fête du NPA-Révolutionnaires de Rennes qui s'est tenue le samedi 3 mai et a regroupé une centaine de participants. Pas facile de passer à côté de cet événement : la ville a été placardée d'affiches pendant des semaines !

Crêpes, boissons, un délicieux curry de légumes : tous les ingrédients étaient là pour passer un bon moment ensemble. Mais aussi pour débattre : ateliers sur la situation en Turquie, le rôle de la classe ouvrière pour la transformation de la société, les morts au travail et l'agrobusiness. Et un meeting où quatre interventions se sont succédé : sur la militarisation ; sur la mobilisation contre les coupes budgétaires dans les universités ; sur la montée de l'extrême droite dans le monde ; pour finir par l'intervention de notre porte-parole, Gaël Quirante.

Mais les discussions ne se sont pas arrêtées là ! À côté des panneaux d'exposition, on discutait aussi bien de la section du travail parmi les femmes du Parti bolchevique que de la grève des travailleurs sans-papiers de 2008-2010.



La fin de soirée a laissé place à la « chorale révolutionnaire », accompagnée de son orchestre, modeste mais efficace : guitare, violon et trompette ! En bref, la fête du NPA-Révolutionnaires de Rennes va devenir le rendez-vous annuel à ne pas manquer pour tous les révoltés du coin.

CORRESPONDANTS • 13/05/2025

Retrouvez la vidéo de l'intervention de Gaël Quierante sur Youtube >>



AURÉLIEN PERENNA ET BORIS LETO • 10/05/2025

RETROUVEZ D'AUTRES ARTICLES ET DES VERSIONS PLUS LONGUES DANS LA RUBRIQUE CULTURE DE NOTRE SITE INTERNET



FILMS

TU NE MENTIRAS POINT

TIM MIELANTS

En salle.

Nous sommes en Irlande en 1985. Bill Furlong, à la tête d'une petite entreprise de vente de charbon, est un homme bien comme on le conçoit dans sa petite ville où tout le monde semble se connaître. Comme les autres habitants, il ne se préoccupe pas de ce qui se passe au couvent Madeleine, blanchisserie qui « accueille » des filles considérées comme perdues car elles sont enceintes. Jusqu'au jour où un incident dont il est témoin le bouleverse et le pousse à agir, malgré tous les avertissements qu'il reçoit.

Ce film tout en non-dits et délicatesse, à l'image du roman dont il est adapté, *Le genre de petites choses* de Claire Keegan (2020, paru au Livre de poche), nous permet d'entrevoir la réalité de ces institutions religieuses qui se sont enrichies sur le dos de dizaines de milliers de femmes entre les années 1920 et 1996 (date de la fermeture du dernier en Irlande !). Elles y étaient maltraitées, avec la complicité, active ou passive, des familles et de la société.

LILIANE LAFFARGUE • 13/05/2025



LE MÉLANGE DES GENRES

MICHEL LECLERC

En salle.

Simone (Léa Drucker) est une policière infiltrée dans un groupe féministe, car elle le soupçonne d'être complice d'une femme qui a tué son mari violent. Pour ne pas griller sa couverture, elle accuse Paul (Benjamin Lavernhe) de l'avoir violée. Les deux histoires se croisent, celle de la flic réac qui finit par adhérer aux valeurs féministes et celle de l'homme « déconstruit » qui doit réagir à une fausse accusation. Certains critiques accueillent le film froidement mais ratent l'essentiel, un film anti-police comme on en fait trop peu. Et pour l'appuyer, il montre que c'est surtout le travail de terrain des militantes féministes qui est utile. Et même si le film se permet quelques traits un peu caricaturaux, c'est aussi une façon bienvenue de traiter avec légèreté le sujet, et on retrouve la spontanéité et la fantaisie qu'on aimait dans les films précédents de Michel Leclerc (*Le Nom des gens*, *La Lutte des classes*).



CLAUDE LAFLEUR ET BASTIEN THOMAS • 13/05/2025

PODCASTS

AUTISME, LES COMBATS D'UNE VIE

JÉRÔME SANDLARZ

Podcast disponible sur le site de France Culture, quatre épisodes



La série documentaire (LSD) de France Culture s'est penchée sur l'autisme en quatre épisodes d'une heure chacun, une initiative salutaire étant donné le peu de connaissances que nous avons collectivement sur le sujet. Voulant déconstruire le stéréotype de l'autiste savant véhiculé dans les films et séries (*Rain Man*, *Good Doctor*, etc.), le podcast n'évite pourtant pas de nombreux biais.

SIMONE TEUTASI • 12/05/2025

SÉRIE

CAPITALISME AMÉRICAIN : LE CULTE DE LA RICHESSE (1870-2020)

CÉDRIC TOURBE ET ROMAIN HURET

Série documentaire disponible sur arte.tv jusqu'au 1er janvier 2026, trois épisodes.



Cette série a le mérite de montrer comment le personnel politique de l'État américain a toujours été au service du capital et des plus riches. Les auteurs rappellent que les capitalistes n'ont pas hésité à utiliser la répression la plus féroce, comme lors du massacre de Ludlow en 1914, au cours duquel la garde nationale a exécuté froidement 26 grévistes dont de nombreuses femmes et enfants.

La série souffre malheureusement du point de vue des deux auteurs, pour qui le clivage politique américain se situe fondamentalement entre les « réformateurs », partisans d'une certaine régulation du capitalisme, et les « conservateurs », partisans du libre marché intégral. Enfin, cette série n'aborde quasiment pas la question de l'industrie d'armement, qui a pourtant joué un rôle fondamental dans l'essor de l'impérialisme américain au XX^e siècle. Ce documentaire reste malgré tout à voir, ne serait-ce que pour les images d'archive intéressantes qu'il présente.

AURÉLIEN PÉRENNIA • 10/05/2025

NEIGE, ÉCHOS D'UNE DISPARITION

QUENTIN TENAUD

Podcast disponibles sur le site de France Culture, quatre épisodes



Tout le monde a un imaginaire de la neige, romantique, idéalisée. Le capitalisme en a fait comme tout le reste une ressource profitable : de bien commun, elle est devenue « l'or blanc » de l'industrie touristique et des sports d'hiver. La « neige artificielle », gourmande en eau, est à l'origine de sécheresses dans les territoires de montagne... Entre autres dégâts.

Ce podcast en quatre épisodes de *La série documentaire* (LSD), sur France Culture nous offre un panorama complexe de la neige en donnant la parole à des universitaires, journalistes, mais aussi à des militants, travailleurs et habitants de différents massifs, montrant qu'elle est au cœur de nombreux enjeux politiques.

CLAUDE LAFLEUR • 09/05/2025

LIVRE

MON VRAI NOM EST ELISABETH

ADÈLE YON

Éditions du sous-sol, 2025, 400 p., 22 €

Parce qu'elle craint de devenir folle comme Betsy, son arrière-grand-mère, diagnostiquée schizophrène, Adèle Yon, chercheuse, se lance dans cet ouvrage, à la fois récit intime, enquête familiale et essai. Elle se plonge dans les archives familiales et médicales (Betsy ayant passé dix-sept ans en hôpital psychiatrique), interroge les membres de sa famille l'ayant connue, fait des recherches sur la psychiatrie des années d'après-guerre. Le résultat est passionnant et édifiant sur la façon dont les femmes étaient traitées par la médecine, la psychiatrie notamment, dès qu'elles ne restaient pas à leur place. Dans les familles bourgeoises notamment, ce qui est le cas ici, où grâce à son père et son mari confiants dans les progrès de la médecine, Betsy eut le triste privilège d'être la première femme lobotomisée en France !

Adèle Yon *Mon vrai nom est Elisabeth*

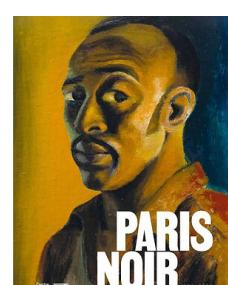
LILIANE LAFFARGUE • 11/05/2025

EXPOSITION

PARIS NOIR : CIRCULATIONS ARTISTIQUES ET LUTTES ANTICOLONIALES, 1950-2000

Exposition au centre Pompidou, Paris, du 19 mars au 30 juin 2025

En 1956, le premier Congrès des écrivains et artistes noirs se tient à Paris. La ville est alors un lieu de rencontres et d'échanges pour les artistes et intellectuels noirs venus d'une part des colonies ou ex-colonies françaises, d'autre part, des artistes afro-américains qui ont fait le choix de fuir les États-Unis où la ségrégation et le racisme leur devenaient insupportables.



Cette exposition colossale montre la diversité et la spécificité de ces œuvres, dont bon nombre dénoncent le colonialisme ou le racisme, entre abstraction, surréalisme et figuration libre. Elle ne présente pas non plus Paris comme un eldorado et rappelle les politiques racistes menées par l'État français et qu'on retrouve notamment dans la peinture d'Henri Guédon. Une exposition à voir pour découvrir des œuvres encore trop peu connues du grand public !

ANAÏS DARMONY • 09/05/2025

À Rouen, 40 ans de politiques racistes : 40 jeunes migrants luttent pour leurs droits

Depuis le vendredi 2 mai, les jeunes mineurs non accompagnés de Rouen ont établi un campement devant la préfecture de Seine-Maritime. Que revendent-ils ? Des droits basiques : des papiers, une école, un logement... Les autorités font tout pour les en priver en contestant par exemple leur minorité. Dans ce processus, la mairie de Rouen (PS) affiche publiquement son soutien, mais se garde bien – par exemple – de réquisitionner en urgence un des nombreux logements vacants de la ville pour y loger les jeunes qui dorment à la rue.

Droit de notre côté ou pas, la seule manière d'imposer nos revendications c'est de lutter. Samedi 10 mai, 400 personnes manifestaient dans le centre-ville. Lundi 12, les mineurs ont été finalement reçus : pour le rectorat, l'accès à une formation devient une piste envisageable et, pour le département, il serait possible de réviser les critères d'évaluation pour leur accueil... C'est bien sûr une première victoire obtenue grâce à la lutte acharnée des mineurs. Mais il s'agit de ne pas se laisser endormir par ces vagues déclarations :

rien n'est encore concret et il n'y a aucune proposition pour le logement, aucune garantie sur le long terme. Il faut absolument continuer à s'adresser le plus largement possible à tous ceux qui en ont plus que marre du racisme pour exercer une pression et faire triompher la lutte – comme à la fac de Pasteur, où des centaines d'étudiants s'étaient mobilisés contre un prof raciste.

Le combat des jeunes migrants de Rouen montre où mènent les décennies de politiques racistes, menées par la droite comme

par la gauche, au service du capitalisme et de la division des travailleurs : il faut des papiers pour tous, une formation et un travail pour tous, un logement pour tous !

ANDRÉA CLAU • 13/05/2025



LOI CONTRE L'ANTISÉMITISME, UNE LOI QUI NE COMBAT EN RIEN LES DISCRIMINATIONS... MAIS QUI FACILITE LA RÉPRESSION DES ÉTUDIANTS

Mercredi 7 mai, l'Assemblée nationale a voté la loi « contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur ».

Il ne faut pas se laisser tromper par ce nom ! Ce texte de loi vise à faciliter la répression disciplinaire sur les étudiants. Il crée de nouveaux motifs pour sanctionner, en laissant également une interprétation très large de ce qu'est une faute disciplinaire – y compris pour des faits hors établissement. De plus, cette loi crée une nouvelle juridiction disciplinaire au niveau des académies qui sera dirigée par le rectorat et avec une composition qui lui permet de décider plus facilement des sanctions. Ce qui n'était pas toujours le cas des sections disciplinaires actuellement existantes car celles-ci, composées exclusivement d'élus profs et étudiants de l'établissement concerné, avaient tendance à être plus souples que ce que pourrait être une majorité acquise au recteur !

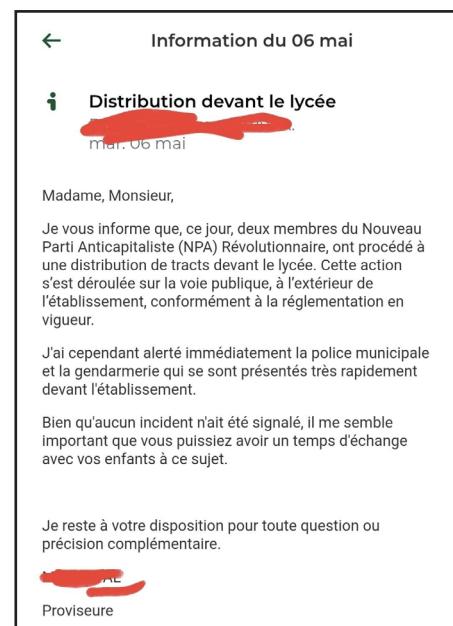
La loi reprend à son compte les « formes renouvelées de l'antisémitisme » définies par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, qui lient toute critique de l'État d'Israël (et donc de sa politique) avec la haine des Juifs (!). Rien de surprenant de la part de ceux qui, depuis des mois, nous expliquent que la lutte de solidarité avec le peuple palestinien et contre la colonisation, c'est de l'antisémitisme. Les mêmes qui veulent interdire Urgence Palestine interdisent les manifs et poursuivent des militants. Cette loi – votée par le PS et les Écologistes – multiplie les moyens de l'État pour réprimer la lutte de solidarité avec la Palestine, ou dégager des facs n'importe quel militant qui gènerait les présidences et le gouvernement. Nous devons lutter pour son abrogation !

BARTH RUZ • 13/05/2025

LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES EST DE SORTIE, LA DIRECTION DU LYCÉE LA SAULAIE PANIQUE !

À l'avant-veille du 8 mai, la direction du lycée de Saint-Marcellin, près de Grenoble, a eu une bien curieuse façon de commémorer, à sa manière, les 80 ans de la défaite des nazis. Pour une simple diffusion de tracts, réalisée « conformément à la réglementation en vigueur » et « sans incidents » (ouf !), elle a mobilisé le personnel, appelé la police et la gendarmerie pour intimider nos deux diffuseurs, avant d'alerter par mail les parents sur le péril rouge qui menaçait le lycée.

Le vent de panique contre le NPA-Révolutionnaires n'a malheureusement pas porté ses fruits, nos petites oreilles nous rapportent que nos camarades se préparent déjà à retourner sur les lieux du crime, des tracts plein les mains. Mais merci pour la pub !



WAUQUIEZ, RETAILLEAU : QUI SERA LE CHAMPION DU RACISME ?

Mercredi 7 mai, Laurent Wauquiez, dirigeant de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a annoncé supprimer les subventions à la fac de Lyon 2, accusée d'une « dérive islamо-gauchiste ». En réalité, il est venu venger son pote Balanche, prof à Lyon 2, dont le cours a été perturbé par des étudiantes et des étudiants qui dénonçaient, entre autres, sa justification du nettoyage ethnique des Palestiniens sur CNews.

Après avoir voulu rétablir le bagne à Saint-Pierre-et-Miquelon, c'est une nouvelle surenchère raciste dans le combat de coqs pour la présidence de LR entre Wauquiez et Retailleau. Ce dernier avait commencé en scandant « À bas le voile ! » dans un meeting avant d'annoncer sa volonté de dissoudre Urgence Palestine et la Jeune Garde.

Avec de tels concurrents, Le Pen et Bardella n'ont qu'à bien se tenir !

ESQUIE S. • 13/05/2025



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org

| FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires

| X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

REFONTE DU SNU : ÉDULCORÉ OU VITAMINÉ, ON N'EN VEUT PAS !

Deux mois après son annonce, on nous révèle enfin à quoi pourrait ressembler la « Grande Refonte du SNU ». Le Service national universel, cette opération visant à discipliner la jeunesse sous couvert de colonies de vacances, a connu sa première édition en 2019. Depuis, il ne cesse d'essayer de se réinventer à cause du manque d'engouement qu'il suscite – aussi bien chez les jeunes que les militaires.

Il y aurait quatre scénarios de refonte du SNU possibles, deux militaires et deux civils. Les quatre possibilités inscrites sur la grande roue va-t-en-guerre : un SNU « vitaminé » (cinq fruits et légumes par jour, supplément garde-à-vous et *Marseillaise*), un service civil universel, un service militaire volontaire ou le retour du service militaire obligatoire. Notons que le service militaire volontaire est déjà en place depuis 2015 et que c'est un échec magistral : seuls 1 000 jeunes y ont pris part en 2023, et Macron espère en attirer 70 000 en réduisant sa durée de moitié... Comme si c'était ça qui décourageait les jeunes de s'y inscrire, et pas le refus de marcher au pas derrière Macron ! Même s'ils hésitent encore sur l'axe que doit prendre ce nouveau SNU, il est très clair que tous ces projets ont le même objectif : mettre la jeunesse au garde-à-vous et lui insuffler leurs idées nationalistes nauséabondes.

Ces propositions ont un autre point commun : leur coût exorbitant ! Entre 600 millions et 14,5 milliards d'euros vont devoir y être alloués. Un comble quand on sait que personne ne veut financer le SNU originel, car trop coûteux (10 milliards par an pour sa généralisation). Même les hauts gradés sont réticents : pour eux, l'argent doit aller à l'armée, pas à un faux service militaire. La transformation du SNU en service militaire obligatoire (14,5 milliards par an) n'est pas pour demain. Mais comment recréer ce lien « armée-nation » si cher à la bourgeoisie, sans y mettre les moyens ? Le mystère reste entier...

ESQUIE S. • 13/05/2025

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**